



FISAC
Rapport d'activité
1992-2013

Rapport d'activité FISAC 1992-2013

Sommaire

Pages

Eléments de synthèse	3
Présentation des différentes aides du Fisac	9
- Opérations rurales individuelles	11
- Opérations d'aménagement dans les communes rurales	12
- Opérations collectives de modernisation en milieu rural	13
- Opérations urbaines	15
- Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines	16
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	19
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	29
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	30
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	31
L'évaluation des aides accordées par le Fisac	34
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	36
EPARECA	38
Les Pôles d'Innovation pour l'Artisanat et les Petites entreprises	39
Méthodologie	40

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 – 2013

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1^{er} juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat.**

Dénommé depuis 2003 Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, le FISAC a vu en 2008 ses conditions d'intervention modifiées par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 donne une base législative au FISAC et confirme ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement a souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial est explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 maintient la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime social des indépendants (RSI), qui a été instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 et qui assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC est plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants sont majorés.

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008, ont été préparés un décret en conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application.

Le décret en Conseil d'Etat porte application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Il précise les conditions dans lesquelles le FISAC peut prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial qui ont fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses peuvent être financées au taux maximum de 50 %.

Lorsque le droit de préemption est exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement est porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC sont fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportent ces textes sont notamment les suivantes :

- Les commerçants non sédentaires deviennent éligibles aux aides du FISAC ;
- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds est porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale est élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement est porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises sont majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui passent à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux maximum de financement qui est porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet est ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai peut être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, pourraient être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'est pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires qui sont parus au Journal officiel du 31 décembre 2008 sont complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui met en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui finalise la réforme du FISAC.

La circulaire du 31 décembre 2010 a confié aux DIRECCTE, en lieu et place des préfetures, l'instruction locale des dossiers.

L'élargissement et l'assouplissement des possibilités d'aides effectués par la LME ont suscité une progression rapide et forte du nombre de dossiers pouvant répondre aux conditions posées par la nouvelle réglementation.

Dans le même temps, les crédits affectés au FISAC ont diminué ce qui a conduit à différer des décisions ministérielles d'attribution d'un nombre croissant de dossiers déposés.

Le cadre d'intervention du FISAC a donc dû être redéfini dans un sens plus restrictif, la priorité étant désormais donnée aux actions innovantes et non répétitives, qui ont l'impact le plus tangible sur les activités commerciales, artisanales et de services et qui reposent sur un réel partenariat et sur des financements équilibrés des différents co-financeurs.

La circulaire du 10 avril 2012 rappelle que les taux de financement mentionnés dans les textes réglementaires (soit 50 % pour les dépenses de fonctionnement et 30 % pour les dépenses d'investissement) sont des taux maxima qui ne peuvent donner lieu à une application systématique mais doivent être modulés notamment en fonction de l'incidence des différentes actions envisagées sur le tissu commercial, artisanal et de services et des contributions des différents co-financeurs. Elle précise qu'une participation du FISAC aux aménagements urbains ne peut être envisagée que pour les communes de moins de 3000 habitants lorsqu'ils sont directement liés à l'activité commerciale. En outre, la circulaire identifie deux domaines prioritaires : le soutien aux commerçants non sédentaires et la création de sites Internet par les entreprises.

Enfin, **l'arrêté du 27 avril 2012** abaisse à 5 000 € hors taxes le seuil minimal de dépenses subventionnables pour les opérations portées par les entreprises non sédentaires.

Une mission d'inspection a procédé fin 2012, à la demande de la ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme, à l'évaluation complète du FISAC, à l'issue de laquelle les Pouvoirs publics ont confirmé que, dans le respect des engagements pris en matière de redressement des finances publiques, les financements indispensables au dynamisme économique des territoires seraient préservés.

Mais les contraintes budgétaires qui s'imposent au FISAC depuis plusieurs années et les dysfonctionnements induits par la procédure actuelle rendent nécessaire une refonte du dispositif pour lui redonner sa pleine efficacité.

La réforme qui est engagée doit se traduire par :

- la mise en place de nouvelles modalités de sélection des dossiers (appel à projets) ;
- un engagement prioritaire aux côtés des communes rurales et des quartiers prioritaires de la politique de la ville, pour les aider à maintenir et à développer leurs activités commerciales et artisanales.

Cette réforme a nécessité une modification de l'article L.750-1-1 du code de commerce, intervenue dans **la loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises**.

Un décret définira les opérations, les bénéficiaires et les dépenses éligibles. Il fixera également les modalités de sélection des opérations et la nature, le taux et le montant des aides attribuées.

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC**

OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

Communes de moins de 3 000 habitants

Maîtrise d'ouvrage privée

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Création d'un portail ou vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels
- ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite

Maîtrise d'ouvrage publique

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans
- ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès
- ◆ Création d'un portail ou vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels*
- ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*

CONDITIONS COMMUNES

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € (5 000 € pour les entreprises non sédentaires)
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre 2 opérations ayant le même objet

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %.

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

Communes de moins de 3 000 habitants

Maîtrise d'ouvrage publique

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etude ;
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité

TAUX MAXIMA

- ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 30 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL (Pays, groupements de communes rurales, bassins d'emploi ruraux)

AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de reconstruction des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité (communes de moins de 3 000 habitants)

TAUX MAXIMA

- ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 30 % en investissement*

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité
- ◆ Création d'un portail ou d'une vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels*
- ◆ 40 % pour la sécurisation et pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite*

CONDITIONS

- ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à 75 000 € et l'aide du FISAC ne peut excéder 30 000 € par entreprise

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €.

OPERATIONS URBAINES

Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)

TAUX MAXIMA

- ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 30 % en investissement*

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité
- ◆ Création d'un portail ou d'une vitrine Internet

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % pour les investissements matériels
- ◆ 40 % pour la sécurisation et les aménagements pour les handicapés*

CONDITIONS

- ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à 75 000 € et l'aide du FISAC ne peut excéder 30 000 € par entreprise

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30 % ou 40 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €.

OPERATIONS URBAINES DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation
- ◆ Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce
- ◆ Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA)

TAUX MAXIMA

- ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ 40 % en investissement (aides directes comprises) jusqu'au plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

CONDITIONS

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

- ◆ Rénovation de vitrines
- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité
- ◆ Création d'un portail ou d'une vitrine Internet

TAUX MAXIMUM

- ◆ 40 %

CONDITIONS

- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée à 75 000 € et l'aide du FISAC ne peut excéder à 30 000 € par entreprise

**PRESENTATION
DES MOYENS
MIS EN ŒUVRE PAR LE FISAC**

I – COMPARAISONS 2013 – 2012.

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2013 à 32,3 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Après régulation budgétaire, redéploiements internes et abondement, les disponibilités pour 2013 ont représenté une somme de 45 M€ (contre 41,8 M€ en 2012). Les dotations 2012 et 2013 ont été complétées par les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (12,8 M€ en 2012 et 16,5 M€ en 2013).

I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2013 par rapport à 2012 se caractérise par une diminution du nombre global de dossiers territoriaux reçus (- 56,1 %). Cette situation peut s'expliquer par une moindre mobilisation des collectivités territoriales et des entreprises compte tenu de la poursuite des contraintes budgétaires qui ont entraîné une baisse du montant des crédits alloués pour le financement des opérations territoriales (31,17 millions d'euros au lieu de 31,3 millions d'euros en 2012, et de 57,1 millions d'euros en 2011). En revanche, le nombre des dossiers financés en 2013 a enregistré une forte augmentation par rapport à 2012 : 1090 en 2013 contre 396 en 2012. Ceci s'explique par le fait qu'une priorité a été donnée aux dossiers donnant lieu à l'octroi de subventions dont le montant était inférieur à 50 000 € (hors études) et qui concernaient principalement des opérations en milieu rural.

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006, 2007 et 2008 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. Les années 2009-2012 marquent une dégradation, due à l'augmentation des dossiers reçus (1 218 en 2012, 1 570 en 2011, 1 366 en 2010, 1 018 en 2009) et aux contraintes budgétaires. L'année 2013 est marquée par une diminution du nombre de dossiers reçus, celui-ci s'établissant à 535. Au 31 décembre 2013, le nombre cumulé de dossiers instruits en attente de financement et de ceux en cours d'instruction s'élevait à 1 247 (1839 dossiers en 2012, 1098 en 2011, 716 en 2010, 229 en 2009, 94 en 2008). Par rapport à 2012, la baisse est significative.

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale, délai entre la date de réception du dossier et la date de proposition d'octroi de subvention à la signature du Ministre, est de 559 jours en 2013 (316 jours en 2012, une cinquantaine de jours sur la période 2007 -2009).

Cette forte augmentation est due à l'insuffisance des ressources disponibles qui conduit la DGCIS à différer les propositions de subventions à la signature du Ministre pour des dossiers dont l'instruction est pourtant achevée.

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations aidées et du contexte budgétaire, conduit à une réduction des aides allouées représentant 50% du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent encore une baisse significative en 2013. Ces crédits s'élèvent à 7,98 millions d'euros (dont 2,30 millions d'euros pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 132 décisions contre 11,89 millions d'euros et 104 décisions en 2012, soit une diminution de 32,9 % en montant mais une augmentation de 26,9 % en unités.

En revanche, les montants dévolus aux opérations rurales enregistrent une hausse substantielle puisqu'ils atteignent 23,16 millions d'euros contre 19,1 millions d'euros en 2012 (+ 21,3 %). Le nombre des décisions est également en hausse significative, s'élevant à 955 contre 255 en 2012, soit une hausse de 274,5 %.

Tant pour les opérations urbaines que pour les opérations rurales, l'insuffisance des crédits budgétaires a eu pour conséquence le report sur l'année suivante du financement de nombreuses opérations. Ce phénomène s'est poursuivi en 2013, conduisant à reporter en 2014 le financement d'un nombre important d'opérations instruites en 2013 et en 2012.

Enfin, le nombre des études préalables aux opérations collectives qui ont été financées est de 3 et les subventions attribuées représentent une somme de 0,03 million d'euros. 37 études avaient été financées en 2012, leur coût s'élevant à 0,39 million d'euros.

I-2 – Les opérations nationales.

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2013 :

- les actions de développement économique réalisées avec les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 4,52 M€ a été réservée à cet effet en 2013 (8,25 M€ en 2012) ;
- un abondement, à hauteur de 6,13 M€, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (7,84 M€ en 2012) ;
- les Pôles d'innovation de l'artisanat à hauteur de 2,02 M€ (2,8 M€ en 2012).

I-3 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (4,38 M€) suivie par les régions Aquitaine (4,24 M€) et Nord-Pas-de-Calais (2,65 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2013 sont les régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes. En 2012, le classement était le suivant : la Champagne-Ardenne, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées.

↘ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Franche-Comté, Champagne-Ardenne, Picardie, Haute-Normandie et Alsace qui font le moins appel au FISAC. Les régions Franche-Comté, Haute-Normandie, Limousin, Alsace et Picardie figuraient à ce classement en 2012.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions métropolitaines suivantes : Ile de France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Picardie. En 2012, les régions concernées étaient Ile-de-France, Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

❖ Les départements :

↗ les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : le Pas-de-Calais, les Côtes d'Armor, la Dordogne, l'Isère et les Pyrénées Atlantiques. Aucun de ces départements ne figurait dans le classement 2012. En montant par habitant, ce sont les départements de la Creuse, de la Dordogne, des Côtes d'Armor, des Landes, du Gers et du Cantal qui arrivent en tête.

↘ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont les Hautes-Pyrénées, la Haute-Saône, la Somme, le Tarn et Garonne, l'Essonne et les Hauts-de-Seine (hors DOM). En 2012, les départements concernés étaient la Haute-Corse, le Territoire de Belfort, le Jura, les Hautes Alpes, le Morbihan, les Alpes de Haute-Provence et le Maine et Loire.

* *

*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2013.

Sur la période 1992-2013, le montant des aides allouées s'élève à 1 353,99 M€ pour 16 679 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (713,98 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (640,01 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants jusqu'en 2009, communes de moins de 3 000 habitants depuis cette date).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations d'aménagement et d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 30 000 €, peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 64,52% des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 10 762 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 29,33% du total des aides attribuées depuis 1992, soit 397,17 M€.

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

92	93	94	95	96	97	98	99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2	25,9	32,2	26,9	31,7

En 2012, les subventions allouées représentent une somme de 19,11 M€ et en 2013 une somme de 23,16 M€.

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 11 634 €.

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les années 2007-2013 :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Opérations rurales individuelles	59 774	34 283	34 475	58 229	50724	50633	37 090
Opérations collectives de modernisation	142 651	142 810	172 222	165 026	136015	146390	82 551

Rapportées à une population de 19,8 millions d'habitants vivant en 2013 dans les communes de moins de 3 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 20,06 €/habitant pour la période 1992-2013 et 1,17 €/habitant en 2013.

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Depuis 1992, ces opérations représentent près de 27,16 % des décisions prises durant cette période (soit 4 531 opérations) et 36,48 % du montant total des subventions avec 493,93 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :
(en M€)

92	93	94	95	96	97	98	99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1	20,5	24,5	19,6	24,7	11,9

En 2013, les subventions allouées représentent une somme de 7,98 M€

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2009	2010	2011	2012	2013
Opérations urbaines	173 334 €	144 067 €	144 479 €	114 350 €	60 485 €

Opérations urbaines FISAC 1992/2013 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
3 000 à 5 000 (1)	69 322 823,00	14,06	5 386 802	12,9
5 000 à 15 000	133 987 918,00	27,18	11 375 800	11,8
15 000 à 30 000	101 172 150,00	20,52	7 641 861	13,2
Plus de 30 000	188 439 414,00	38,23	20 140 877	9,4
Total	492 922 305	100	44 545 340	11,1

(1) De 1992 à 2008, le montant de subvention concerne les communes urbaines de 2 000 à 5 000 habitants. A compter de 2009, date à laquelle les opérations urbaines s'appliquent aux communes de plus de 3 000 habitants, ce montant concerne donc les communes urbaines de 3 000 à 5 000 habitants.

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,23 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 3 000 à 5 000 habitants, celles de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs au montant moyen par habitant se rapportant aux communes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

II – 3 - Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC a contribué, jusqu'à 2012 inclus, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation). Les pôles d'innovation de l'artisanat et l'EPARECA reçoivent également une aide de l'Etat.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2009	2010	2012
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)	6,38 (5)	10,5 (6)	2,02 (7)

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

(5) Mise en place d'une provision de 4,78 M€ pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Klaus et d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en 2008 (1,6 M€).

(6) Mise en place d'une provision de 5,5 millions d'euros pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Xynthia (février-mars 2010) et d'une provision de 5 millions d'euros destinée à indemniser les entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté le département du Var en juin 2010.

(7) Mise en place d'une provision de 2,02 M€ pour venir en aide aux entreprises sinistrées suite aux intempéries de novembre 2011 ayant affecté plusieurs départements du sud de la France.

* *

*

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part significative a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les commerces multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 4,52 M€ ont été consacrés à ces actions en 2013.

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2013, une dotation de 6,13 M€ lui a été attribuée. Il a également alloué 2,02 M€ aux pôles d'innovation de l'artisanat.

III - LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

En application de l'article 4 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGCIS. Cette gestion est formalisée par une convention dont la dernière en date a été signée par l'Etat et le RSI le 14 février 2012.

IV – EVALUATION

La DGCIS réalise chaque année une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 92,97% et à 5 ans à 89,50%. Par ailleurs, les améliorations récentes apportées au questionnaire adressé aux bénéficiaires permet d'obtenir des informations sur l'évolution du chiffre d'affaire des entreprises consécutivement à l'octroi de l'aide du FISAC. Ainsi, entre 2006 et 2009, plus d'une entreprise sur deux (55,4% en moyenne sur les 4 années considérées) déclare une augmentation de son CA quel que soit le type d'investissement réalisé (création, reprise, modernisation). Bien que l'existence d'un lien direct entre subvention et évolution de l'activité paraisse difficile à établir en raison des nombreux autres facteurs susceptibles d'influer sur le chiffre d'affaires, il est probable que l'aide apportée par le FISAC ait un effet significatif sur le développement de l'activité des entreprises après plusieurs années d'exercice.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage. En particulier, ces résultats démontrent notamment que le FISAC impulse une démarche partenariale de projet, qu'il est un outil d'intervention souple s'adaptant à chaque cas particulier, qu'il apporte une aide indispensable au maintien des marchés non sédentaires, que le Fonds impulse des cofinancements importants dans les opérations d'aides directes contribuant à la modernisation des entreprises et que les actions structurantes financées ont un effet durable en matière d'aménagements urbains comme en matière de structuration du contexte relationnel.

**ELEMENTS
COMPLEMENTAIRES
D'INFORMATION SUR LES
OPERATIONS NATIONALES
ET TERRITORIALES**

PART DES COFINANCEURS
 (sur la base des plans de financement présentés à l'appui de la demande)
 Décisions du 30/01/2013 au 01/03/2014

Coût total prévu pour cette période : 278 376 070
Nombre de décisions : 1 090

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	61 531 260	22,10%
Etat	9 088 713	3,26%
Europe	6 544 313	2,35%
Entreprises	60 061 766	21,58%
Chambres consulaires	1 319 696	0,47%
Autres	13 574 766	4,88%
Collectivités territoriales		
Commune	85 198 150	30,61%
Département	16 008 614	5,75%
Région	14 570 910	5,23%
EPCI	10 478 587	3,76%
Totaux	278 376 070	100,00%

PART DES COFINANCEURS PAR TYPE D'OPERATION
Année 2013

TYPE D'OPERATION :		OPERATIONS URBAINES		Nombre de décisions	115
				Coût prévu :	81 245 321
CO-FINANCEUR		SUBVENTIONS		POUCENTAGE	
Fisac		19 976 732		24,59	
Etat		2 006 588		2,47	
Europe		931 718		1,15	
Entreprises		4 201 390		5,17	
Chambres consulaires		374 979		0,46	
Autres		3 244 217		3,99	
Collectivités territoriales					
Commune		42 423 062		52,22	
Département		2 804 061		3,45	
Région		3889 649		4,79	
EPCI		1 392 925		1,71	
Totaux		81 245 321		100,00	
TYPE D'OPERATION :		ETUDES		Nombre de décisions	3
				Coût prévu :	70 000
CO-FINANCEUR		SUBVENTIONS		POUCENTAGE	
Fisac		29 000		41,43	
Europe		13 700		19,57	
Collectivités territoriales					
Commune		27 300		39,00	
Totaux		70 000		100,00	
TYPE D'OPERATION :		OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES SEDENTAIRES		Nombre de décisions	728
				Coût prévu :	74 030 742
CO-FINANCEUR		SUBVENTIONS		POUCENTAGE	
Fisac		18 174 185		24,55	
Etat		2 211 783		2,99	
Europe		2 709 578		3,66	
Entreprises		26 418 166		35,69	
Autres		1 248 143		1,69	
Collectivités territoriales					
Commune		12 961 695		17,51	
Département		4 256 687		5,75	
Région		3 815 234		5,15	
EPCI		2 235 271		3,02	
Totaux		74 030 742		100,00	

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES
NON SEDENTAIRES**

Nombre de décisio 45
Coût prévu : 3 795 279

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	1 040 723	27,42
Europe	174 676	4,60
Etat	114 982	3,03
Entreprises	1 611 246	42,45
Collectivités territoriales		
Communes	564 143	14,86
Département	156 800	4,13
Région	37 555	0,99
EPCI	2 500	0,07
Autres	92 654	2,44
Totaux	3 795 279	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS D'AMENAGEMENT
DANS LES COMMUNES RURALES**

Nombre de décisions 122
Coût prévu : 42 295 350

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	8 079 804	19,10
Etat	3 168 528	7,49
Europe	1 050 457	2,48
Entreprises	283 668	0,67
Autres	1 573 580	3,72
Collectivités territoriales		
Commune	20 146 749	47,63
Département	4 513 835	10,67
Région	2 071 698	4,90
EPCI	1 407 031	3,33
Totaux	42 295 350	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS COLLECTIVES
DE MODERNISATION**

Nombre de décisions 60
Coût prévu : 64 007 920

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	10 010 465	15,64
Etat	713 868	1,12
Europe	843 814	1,32
Entreprises	32 209 782	50,32
Chambres consulaires	756 248	1,18
Autres	1 054 330	1,65

Collectivités territoriales

Commune	4 501 589	7,03
Département	4 234 108	6,61
Région	4 719 381	7,37
EPCI	4 964 335	7,76

Totaux	64 007 920	100,00
---------------	-------------------	---------------

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS EN ZONE URBAINE
SENSIBLE**

Nombre de décisions 17
Coût prévu : 12 931 458

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POUCENTAGE
Fisac	4 073 179	31,50
Etat	1 299 686	10,05
Europe	820 372	6,34
Entreprises	1 299 686	10,05
Chambres consulaires	176 662	1,37
Autres	147 842	1,14

Collectivités territoriales

Commune	4 557 741	35,25
Département	43 120	0,33
Région	37 393	0,29
EPCI	475 777	3,68

Totaux	12 931 458	100,00
---------------	-------------------	---------------

TOTAL GENERAL	278 376 070	100,00
----------------------	--------------------	---------------

L'EVALUATION DES AIDES ACCORDEES PAR LE FISAC

1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)

La DGCIS réalise chaque année depuis 2005, des enquêtes pour comparer le taux de survie des entreprises aidées, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les DIRECCTE recueillent, auprès d'exploitants aidés des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre d'emplois créés, sur l'utilité de la subvention accordée, sur les effets de la subvention FISAC et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise.

Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine de bénéficiaires (entreprises et collectivités) aidés par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

En moyenne, sur la période 1999-2009 (soit 10 années couvertes) :

- les opérations en faveur des bénéficiaires se répartissent comme suit : création : 36,3% ; reprise : 17,8% ; modernisation : 45,9%¹ ;
- les taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 92,97 % à 3 ans et 89,50 % à 5 ans.

Par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 2002 et en 2006 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie. Les taux de survie atteignent 78,6% à 3 ans et 65,3% à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 71,8% et 59,5 % dans le cas contraire.

L'intégration, dans l'enquête, depuis trois ans, de nouveaux éléments d'analyse portant sur l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises ayant bénéficié d'une aide du FISAC aboutit aux résultats suivants : entre 2006 et 2009, plus d'une entreprise sur deux (55,4% en moyenne sur les 4 années considérées) déclare une augmentation de son CA quel que soit le type d'investissement réalisé (création, reprise, modernisation). Sur cette même période de quatre ans, il est intéressant de constater que, parmi les bénéficiaires ayant déclaré une augmentation de chiffre d'affaires, 57,3% enregistrent une augmentation de leur CA supérieure à 10% consécutivement à l'aide obtenue au titre du FISAC.

Par ailleurs, en matière de création d'emplois (hors chef d'entreprise) les déclarations des bénéficiaires recueillies cette année dans le cadre de l'enquête font apparaître les chiffres suivants : les entreprises bénéficiaires du FISAC en 2007 attestent de 211 emplois créés depuis l'obtention de l'aide et celles aidées en 2009 de 230 créations, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

Enfin, les réponses apportées par les bénéficiaires du FISAC permettent d'apprécier leurs motivations principales lors de la sollicitation du Fonds. Au regard des réponses apportées, on constate que pour trois entreprises sur quatre, la réduction du poids financier supporté par les porteurs de projets constitue leur motivation première conduisant à la sollicitation du FISAC (75% en moyenne pour les entreprises aidées entre 2005 et 2009).

¹ Résultats obtenus sur la base d'un échantillon de 2 078 bénéficiaires interrogés.

Néanmoins, pour un bénéficiaire sur quatre, le rôle d'effet de levier joué par le FISAC semble déterminant dans la naissance et/ou la définition même du projet d'investissement. Ainsi, sur les cinq années considérées, pour près de 13,7% des bénéficiaires, le FISAC est à l'origine du projet d'investissement et pour 11,3% d'entre eux, la possibilité de solliciter le Fonds représente un moyen d'envisager un projet plus ambitieux que celui initialement prévu.

2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Le rapport d'évaluation devait, d'une part, rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis, et d'autre part, évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale (cf principaux résultats page 23).

En outre, le prestataire chargé de cette évaluation devait proposer un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet pourraient à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent. La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT (DEVECO)

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

En 2013, les actions éligibles sont constituées de prestations d'accompagnement et de suivi collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans six domaines et s'inscrivant dans les enjeux stratégiques du Pacte pour l'Artisanat présenté en conseil des Ministres en janvier 2013. Ces actions contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

En 2013, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée à **4.51 M€**, en diminution par rapport aux dotations de 2011 et 2012 qui s'élevaient respectivement à 11,4M€ puis 8M€. Ces réductions ont été reportées de manière uniforme sur l'ensemble des chambres régionales.

En euros	2013
CRMA et CMA	4 451 714
APCMA	64 070
<i>TOTAL réseau consulaire</i>	<i>4 515 784</i>

L'année 2013 est la quatrième année de la mise place de la régionalisation du dispositif sur tout le territoire. Une convention unique de développement économique est conclue entre l'Etat et la chambre régionale des métiers et de l'artisanat, considérée comme maître d'ouvrage.

Cette convention précise les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département permettant aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif a également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter **l'émergence d'un véritable esprit de réseau et d'une stratégie au bénéfice des entreprises.**

Les chambres sont progressivement passées d'une logique de fonctionnement à une **logique de projet et de performance des actions au profit des entreprises artisanales.**

D'après les données disponibles pour 2013, l'affectation prévisionnelle de **la dotation totale** (hors APCMA) entre les domaines d'actions est la suivante :

- **création, transmission et reprise d'entreprises** : 59% de la dotation ;
- promotion des actions en faveur du **développement durable** (environnement, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie, maîtrise des risques, hygiène, santé...): 21.4% de la dotation.

La contraction des crédits pour 2013 conduit les chambres à cibler prioritairement les aides sur ces deux domaines.

Par ailleurs :

- le domaine de la promotion de l'utilisation des TIC représente 2.5% en baisse constante depuis 2 ans;
- le domaine des interventions des chambres relatives aux démarches Qualité représente 5.6% de la dotation en 2013, en baisse par rapport aux 8% constatés en 2011 et 2012.

Enfin, les deux derniers domaines éligibles plus récemment au dispositif, accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et innovation et compétitivité, bénéficient respectivement de 2.1% et 9.4% de la subvention.

Le domaine innovation et compétitivité progresse notablement (+34% par rapport à 2012).

En 2012, l'évaluation de ce dispositif menée pendant 7 mois par un prestataire montre qu'il est un outil indispensable dont la souplesse lui permet d'accompagner la stratégie régionale des CMA au profit des entreprises artisanales. Il a un effet de levier confirmé sur les autres partenaires financiers et permet de mettre en œuvre des actions pertinentes au regard des besoins des entreprises et de financer des actions originales et innovantes. Il a un effet réel sur les entreprises artisanales qui apprécient l'accompagnement apporté dans l'adaptation aux évolutions économiques pour permettre la pérennisation et la création d'emploi.

Néanmoins, la baisse des crédits afférents à ce dispositif n'a pas permis de tirer toutes les conséquences de l'étude menée en 2012, et ce malgré un bilan globalement positif.

L'EPARECA
(ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE
RESTRUCTURATION
DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX)

1 - L'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'EPARECA a été créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Parmi ses différentes tutelles, le ministère en charge du commerce et de l'artisanat assure le rôle d'interlocuteur privilégié, d'autant qu'il en assume seul, depuis 2005, le financement par le biais du FISAC.

2 – Contrat d'objectifs et de performance

L'EPARECA s'est doté d'un nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) pour la période 2013-2015, signé fin 2013 par les 3 ministres de tutelle de l'établissement. Ce COP donne lieu à la réalisation de 32 actions, qui sont assorties de délais et de livrables identifiés.

L'élaboration du COP a répondu à 4 objectifs principaux :

- Equilibrer la couverture territoriale de l'EPARECA, et renforcer ses partenariats avec les collectivités ;
- Définir des critères permettant de prioriser les investissements dans le cadre de la géographie prioritaire de la politique de la ville ;
- Faire évoluer l'EPARECA vers un statut d'expert national en matière d'immobilier artisanal et commercial dans les quartiers fragiles ;
- Conforter les quatre grands métiers de l'établissement : mise en œuvre des politiques publiques, promoteur public, exploitant de centres commerciaux et artisanaux et investisseur/gestionnaire d'actifs.

Le COP prévoit notamment un important plan de 75M€ d'investissements, correspondant à environ une quinzaine de nouvelles opérations, ainsi que la création d'une société foncière avec la Caisse des Dépôts et Consignations devant exploiter les centres commerciaux ayant vocation à être vendus au secteur privé lorsque leur rentabilité sera assurée.

En 2013, la dotation budgétaire annuelle a été fixée à 6.1M€ et l'EPARECA a réalisé 3 nouvelles mises en investissement pour un montant estimé de 8.5M€.

Fin 2013, 15 opérations sont achevées et revendues, 25 centres sont en exploitation et 30 en production, 31 dossiers font l'objet d'études et 8 sont en phase initiale de saisine par les collectivités locales.

LES POLES D'INNOVATION POUR L'ARTISANAT ET LES PETITES ENTREPRISES

Face à certaines évolutions rapides du marché liées au développement de la technologie, aux changements dans les modes de consommation ou à l'apparition de nouvelles exigences de la société, les petites entreprises se trouvent dans la nécessité d'innover mais elles ne disposent pas toujours des moyens appropriés pour y parvenir seules.

Pour les y aider, la DGCIS, avec l'appui de l'Institut Supérieur des Métiers (ISM), apporte un soutien financier aux "pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises". Actuellement au nombre de vingt et un, ces pôles couvrent des domaines variés, allant de la fabrication et la réparation de l'instrumentation musicale aux métiers de bouche et à l'imprimerie en passant par les techniques multimédias et la restauration du patrimoine. Ils permettent aux entreprises de rompre leur isolement en nouant des relations et des partenariats avec le monde de la recherche, favorisant ainsi leur intégration dans des maillages économiques cohérents.

Ces centres de ressources, adossés aux réseaux consulaires et professionnels ou à des établissements de formation professionnelle et labellisés par le ministère en charge de l'artisanat, au titre d'une spécialité, ont essentiellement pour mission d'assurer, dans leur domaine d'intervention, la liaison avec les centres de compétences, la recherche de solutions adaptées à la petite entreprise, la diffusion des connaissances et des pratiques nouvelles et l'assistance directe des entreprises.

À la demande de la DGCIS, le Cabinet Technopolis a réalisé de septembre 2010 à avril 2011 une étude d'évaluation de la politique nationale des pôles d'innovation axée sur la gouvernance, l'articulation et la complémentarité des pôles d'innovation avec les autres structures d'appui à l'innovation (centres techniques, structures de recherche, etc.) et sur les résultats atteints au regard des missions confiées aux pôles d'innovation. Pour l'essentiel, cette étude, qui fait douze recommandations pour améliorer la politique des pôles d'innovation, relève que cette politique est pertinente, car elle est le seul instrument d'appui à l'innovation dédié à l'artisanat, mais qu'elle reste largement méconnue et qu'elle demeure insuffisamment articulée, tant au plan national que dans les pôles d'innovation, avec les autres dispositifs d'appui à l'innovation, pour créer des synergies pouvant profiter aussi bien à l'artisan qu'à l'industriel.

En 2013, le CGEFI et le CGEJET ont également évalué les pôles et, après avoir constaté que ce dispositif fort apprécié était le seul existant en faveur de l'innovation dans l'artisanat, ont formulé des préconisations visant à le rendre plus lisible, efficace et cohérent.

La DGCIS s'est engagée, au profit des pôles d'innovation, dans la mise en place de contrats d'objectifs pluriannuels. Financés sur une base triennale sur la période 2009-11, pour leur assurer une meilleure visibilité, les pôles d'innovation n'ont cependant pu être financés que sur une base annuelle en 2012 et 2013 avec une enveloppe respective de 2,8 M€ et 2 M€.

METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2013. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 1^{er} janvier 2014.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2013 sont comptabilisées au titre de cette période dès lorsqu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 3 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Trois présentations par région et par département sont effectuées pour l'année 2013 et pour l'ensemble de la période 1992 – 2013 :

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2013

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2013
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	955	1 235 164	21 926 970	23 162 134
OPERATIONS URBAINES	132	2 838 458	5 145 570	7 984 028
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1	4 515 784	0	4 515 784
DIVERS *	5	8 171 948	0	8 171 948
TOTAL	1 093	16 761 354	27 072 540	43 833 894

(*) Opérations nationales diverses dont :
- dotation de l'EPARECA
- PIA
- Intempéries
- études préalables

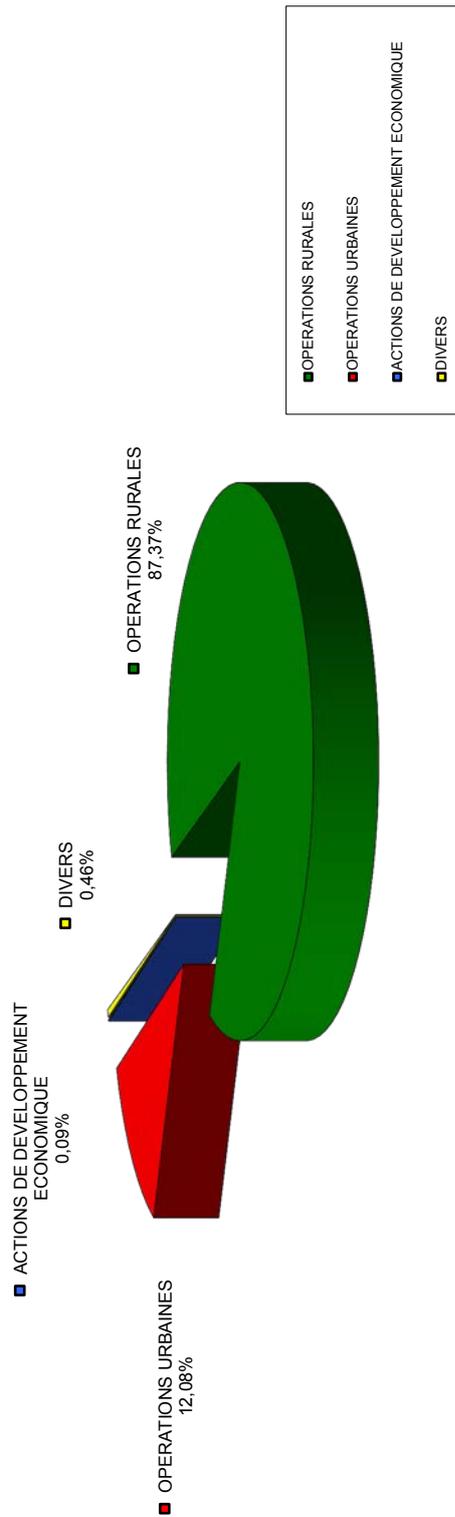
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION

POUR L'ANNEE 2013

(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	955
OPERATIONS URBAINES	132
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1
DIVERS	5
TOTAL	1 093

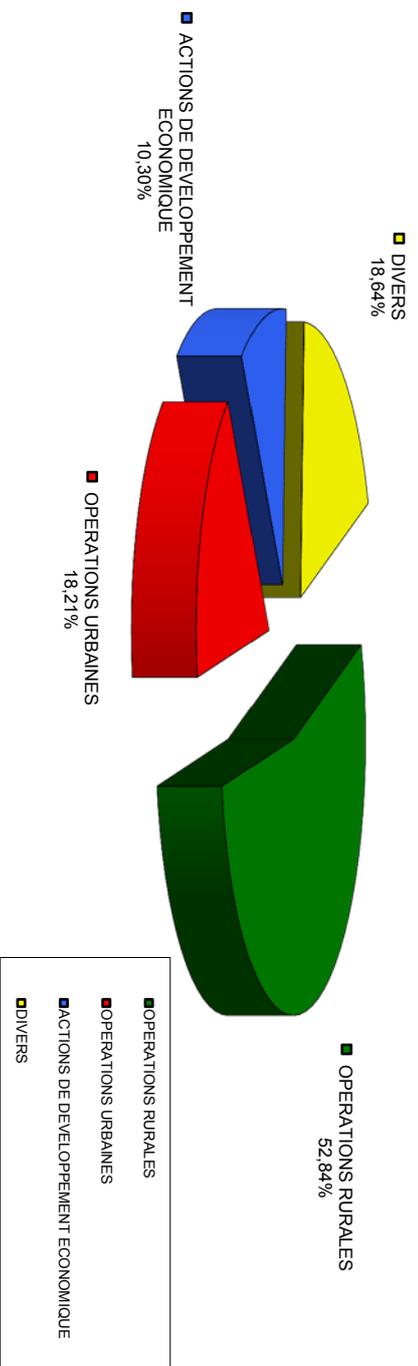
NOMBRE DE DECISIONS



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2013
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	23 162 134
OPERATIONS URBAINES	7 984 028
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	4 515 784
DIVERS	8 171 948
TOTAL	43 833 894

MONTANTS TOTAL DES SUBVENTIONS



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2013**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	14 948 616	0	14 948 616	773
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	4 953 058	1 217 501	3 735 557	60
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	3 260 460	17 663	3 242 797	122
Opérations urbaines				
OPERATIONS URBAINES	5 686 540	2 350 679	3 335 861	115
OPERATIONS URBAINES EN ZUS OU ZFU	2 297 488	487 779	1 809 709	17
Actions de développement économique des chambres de métiers				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	4 515 784	4 515 784	0	1
Divers				
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES (EPARECA)	6 128 643	6 128 643	0	1
POLES D'INNOVATION A L'ARTISANAT (PIA)	2 015 085	2 015 085	0	1
ETUDES	28 220	28 220	0	3
TOTAL	43 833 894	16 761 354	27 072 540	1 093

**Présentation
par
région**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION

en 2013

(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	833 368,00	128 308,00	705 060,00	23	1 843 053	0,45
ANTILLES-GUYANE	140 083,00	62 249,00	77 834,00	4	17 362	8,07
AQUITAINE	4 242 399,00	462 979,00	3 779 420,00	106	3 206 137	1,32
AUVERGNE	1 186 606,00	22 475,00	1 164 131,00	56	1 343 964	0,88
BASSE-NORMANDIE	860 489,00	46 835,00	813 654,00	42	1 470 880	0,59
BOURGOGNE	848 322,00	76 555,00	771 767,00	36	1 642 440	0,52
BRETAGNE	2 289 645,00	257 358,00	2 032 287,00	82	3 175 064	0,72
CENTRE	930 435,00	52 430,00	878 005,00	30	2 538 590	0,37
CHAMPAGNE-ARDENNE	430 201,00	76 751,00	353 450,00	12	1 337 953	0,32
CORSE	239 561,00	87 458,00	152 103,00	2	305 674	0,78
FRANCHE-COMTE	387 321,00	0,00	387 321,00	24	1 168 208	0,33
HAUTE-NORMANDIE	731 506,00	36 365,00	695 141,00	37	1 832 942	0,40
ILE-DE-FRANCE	991 429,00	354 156,00	637 273,00	28	11 728 240	0,08
LANGUEDOC-ROUSSILLON	980 414,00	73 731,00	906 683,00	29	2 610 890	0,38
LIMOUSIN	962 046,00	88 934,00	873 112,00	23	741 785	1,30
LORRAINE	1 381 809,00	209 442,00	1 172 367,00	38	2 350 112	0,59
MIDI-PYRENEES	1 256 626,00	191 729,00	1 064 897,00	33	2 862 707	0,44
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 653 444,00	552 014,00	2 101 430,00	149	4 033 197	0,66
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 935 916,00	104 214,00	1 831 702,00	75	3 539 048	0,55
PICARDIE	479 090,00	25 094,00	453 996,00	22	1 911 157	0,25
POITOU-CHARENTES	1 758 410,00	123 017,00	1 635 393,00	49	1 760 575	1,00
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	999 454,00	312 128,00	687 326,00	36	4 889 053	0,20
REUNION	280 000,00	0,00	280 000,00	1	816 364	0,34
RHONE-ALPES	4 375 808,00	757 620,00	3 618 188,00	153	6 174 040	0,71
TOTAL	31 174 382	4 101 842	27 072 540	1 090		

Hors dotations EPARECA, action de développement économique et PIA

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION**

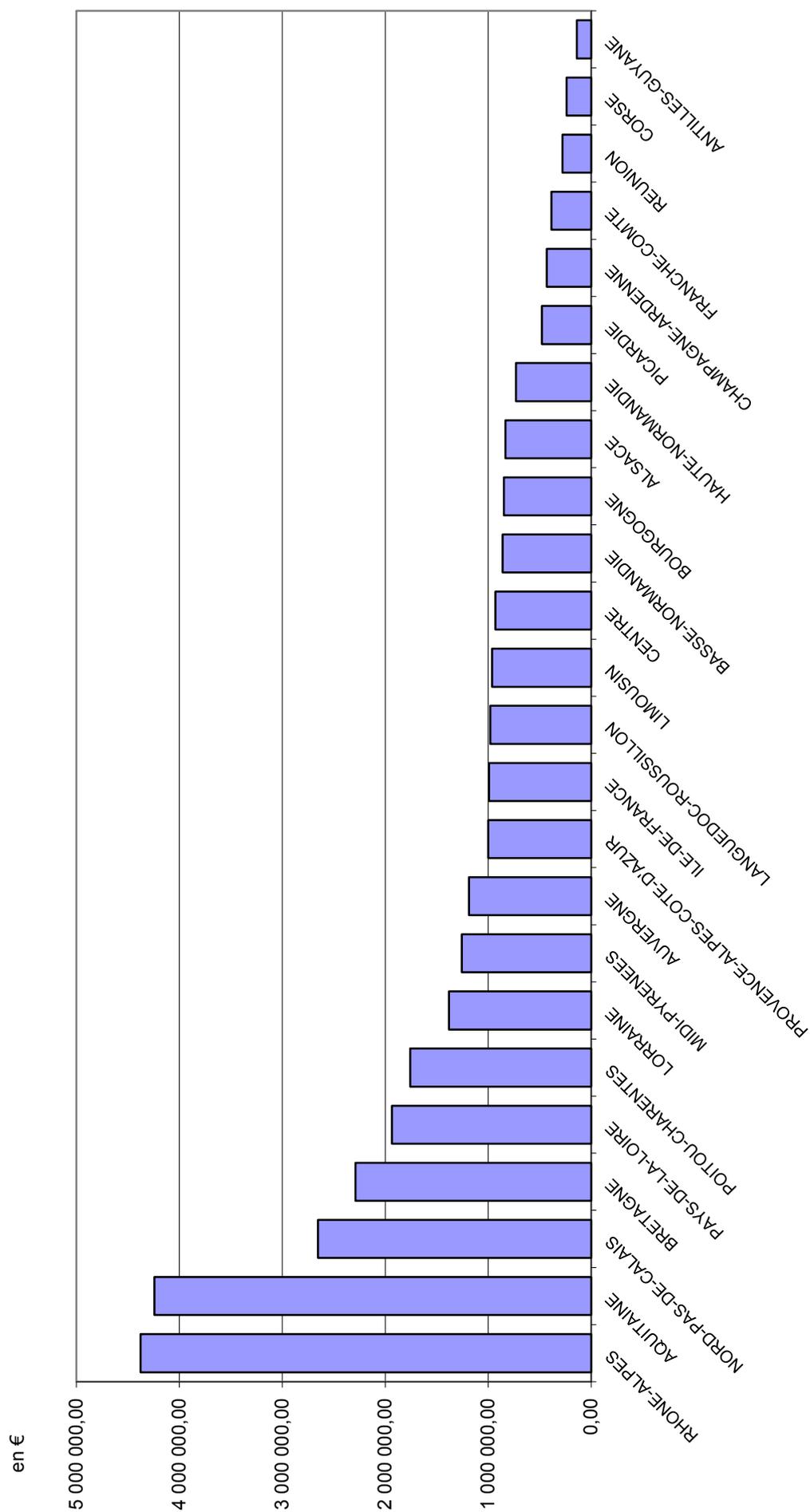
en 2013

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	4 375 808,00	757 620,00	3 618 188,00	153	6 174 040	0,71
AQUITAINE	4 242 399,00	462 979,00	3 779 420,00	106	3 206 137	1,32
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 653 444,00	552 014,00	2 101 430,00	149	4 033 197	0,66
BRETAGNE	2 289 645,00	257 358,00	2 032 287,00	82	3 175 064	0,72
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 935 916,00	104 214,00	1 831 702,00	75	3 539 048	0,55
POITOU-CHARENTES	1 758 410,00	123 017,00	1 635 393,00	49	1 760 575	1,00
LORRAINE	1 381 809,00	209 442,00	1 172 367,00	38	2 350 112	0,59
MIDI-PYRENEES	1 256 626,00	191 729,00	1 064 897,00	33	2 862 707	0,44
AUVERGNE	1 186 606,00	22 475,00	1 164 131,00	56	1 343 964	0,88
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	999 454,00	312 128,00	687 326,00	36	4 889 053	0,20
ILE-DE-FRANCE	991 429,00	354 156,00	637 273,00	28	11 728 240	0,08
LANGUEDOC-ROUSSILLON	980 414,00	73 731,00	906 683,00	29	2 610 890	0,38
LIMOUSIN	962 046,00	88 934,00	873 112,00	23	741 785	1,30
CENTRE	930 435,00	52 430,00	878 005,00	30	2 538 590	0,37
BASSE-NORMANDIE	860 489,00	46 835,00	813 654,00	42	1 470 880	0,59
BOURGOGNE	848 322,00	76 555,00	771 767,00	36	1 642 440	0,52
ALSACE	833 368,00	128 308,00	705 060,00	23	1 843 053	0,45
HAUTE-NORMANDIE	731 506,00	36 365,00	695 141,00	37	1 832 942	0,40
PICARDIE	479 090,00	25 094,00	453 996,00	22	1 911 157	0,25
CHAMPAGNE-ARDENNE	430 201,00	76 751,00	353 450,00	12	1 337 953	0,32
FRANCHE-COMTE	387 321,00	0,00	387 321,00	24	1 168 208	0,33
REUNION	280 000,00	0,00	280 000,00	1	816 364	0,34
CORSE	239 561,00	87 458,00	152 103,00	2	305 674	0,78
ANTILLES-GUYANE	140 083,00	62 249,00	77 834,00	4	17 362	8,07
TOTAL	31 174 382	4 101 842	27 072 540	1 090		

Hors dotations EPARECA et action de développement économique et PIA

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2013
(en euros)**



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION TOUS TYPES D'OPERATION

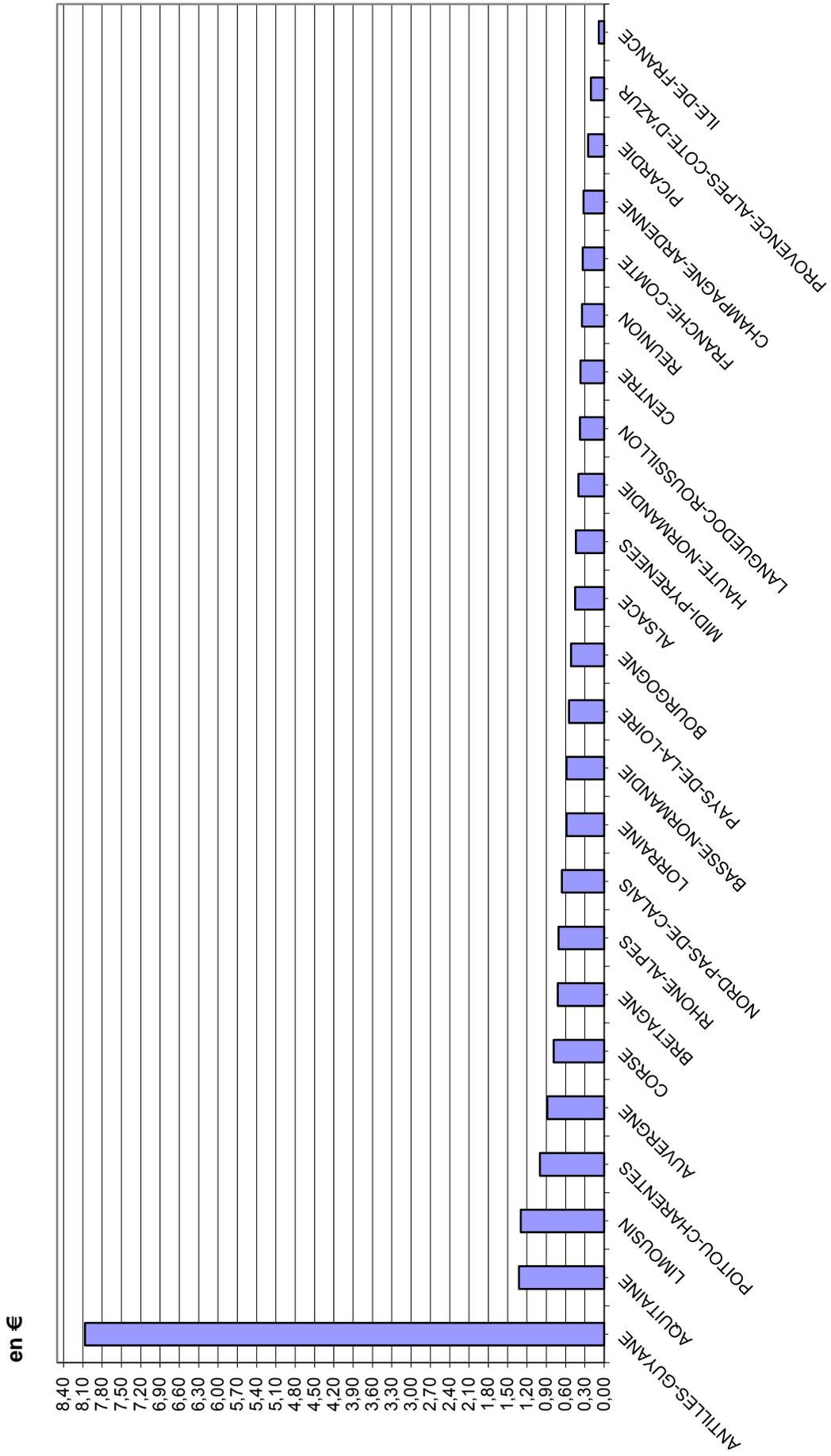
en 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUB/HAB
ANTILLES-GUYANE	140 083,00	62 249,00	77 834,00	4	17 362	8,07
AQUITAINE	4 242 399,00	462 979,00	3 779 420,00	106	3 206 137	1,32
LIMOUSIN	962 046,00	88 934,00	873 112,00	23	741 785	1,30
POITOU-CHARENTES	1 758 410,00	123 017,00	1 635 393,00	49	1 760 575	1,00
AUVERGNE	1 186 606,00	22 475,00	1 164 131,00	56	1 343 964	0,88
CORSE	239 561,00	87 458,00	152 103,00	2	305 674	0,78
BRETAGNE	2 289 645,00	257 358,00	2 032 287,00	82	3 175 064	0,72
RHONE-ALPES	4 375 808,00	757 620,00	3 618 188,00	153	6 174 040	0,71
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 653 444,00	552 014,00	2 101 430,00	149	4 033 197	0,66
LORRAINE	1 381 809,00	209 442,00	1 172 367,00	38	2 350 112	0,59
BASSE-NORMANDIE	860 489,00	46 835,00	813 654,00	42	1 470 880	0,59
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 935 916,00	104 214,00	1 831 702,00	75	3 539 048	0,55
BOURGOGNE	848 322,00	76 555,00	771 767,00	36	1 642 440	0,52
ALSACE	833 368,00	128 308,00	705 060,00	23	1 843 053	0,45
MIDI-PYRENEES	1 256 626,00	191 729,00	1 064 897,00	33	2 862 707	0,44
HAUTE-NORMANDIE	731 506,00	36 365,00	695 141,00	37	1 832 942	0,40
LANGUEDOC-ROUSSILLON	980 414,00	73 731,00	906 683,00	29	2 610 890	0,38
CENTRE	930 435,00	52 430,00	878 005,00	30	2 538 590	0,37
REUNION	280 000,00	0,00	280 000,00	1	816 364	0,34
FRANCHE-COMTE	387 321,00	0,00	387 321,00	24	1 168 208	0,33
CHAMPAGNE-ARDENNE	430 201,00	76 751,00	353 450,00	12	1 337 953	0,32
PICARDIE	479 090,00	25 094,00	453 996,00	22	1 911 157	0,25
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	999 454,00	312 128,00	687 326,00	36	4 889 053	0,20
ILE-DE-FRANCE	991 429,00	354 156,00	637 273,00	28	11 728 240	0,08
TOTAL	31 174 382	4 101 842	27 072 540	1 090		

Hors dotations EPARECA, et action de développement économique et PIA

**Subventions FISAC
par région en 2013
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

EN 2013

(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	564 411	22 255	542 156	44	588 853	0,96
AISNE	02	350 866	19 680	331 186	16	539 870	0,65
ALLIER	03	184 347	0	184 347	13	343 046	0,54
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	184 778	0	184 778	19	159 450	1,16
ALPES-MARITIMES	06	47 072	47 072	0	1	1 079 100	0,04
ARDECHE	07	352 735	0	352 735	21	313 578	1,12
ARDENNES	08	93 926	45 375	48 551	3	283 296	0,33
ARIEGE	9	202 465	24 700	177 765	5	151 117	1,34
AUBE	10	102 477	31 376	71 101	3	303 298	0,34
AUDE	11	115 607	23 100	92 507	7	353 980	0,33
AVEYRON	12	162 720	28 955	133 765	5	277 048	0,59
BAS-RHIN	67	179 687	45 184	134 503	12	1 094 439	0,16
BOUCHES-DU-RHONE	13	350 000	84 594	265 406	1	1 967 299	0,18
CALVADOS	14	286 619	26 035	260 584	9	680 908	0,42
CANTAL	15	287 993	0	287 993	9	148 380	1,94
CHARENTE	16	228 050	22 163	205 887	10	351 563	0,65
CHARENTE-MARITIME	17	664 875	18 025	646 850	17	616 607	1,08
CHER	18	56 008	0	56 008	2	311 022	0,18
CORREZE	19	103 890	12 000	91 890	3	243 352	0,43
CORSE DU SUD	2A	73 097	9 000	64 097	1	141 330	0,52
COTE-D'OR	21	106 010	10 456	95 554	5	524 144	0,20
COTES-D'ARMOR	22	1 524 971	82 685	1 442 286	36	587 519	2,60
CREUSE	23	487 471	15 000	472 471	13	123 584	3,94
DEUX-SEVRES	79	404 284	24 071	380 213	8	366 339	1,10
DORDOGNE	24	1 171 252	166 827	1 004 425	25	412 082	2,84
DOUBS	25	328 273	0	328 273	20	525 276	0,62

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2013
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
DROME	26	435 068	0	435 068	17	482 984	0,90
EURE	27	259 984	0	259 984	17	582 822	0,45
EURE-ET-LOIR	28	311 207	23 333	287 874	6	425 502	0,73
ESSONNE	91	45 000	0	45 000	2	1 208 004	0,04
FINISTERE	29	342 362	43 902	298 460	19	893 914	0,38
GARD	30	221 684	45 000	176 684	4	701 883	0,32
GERS	32	366 101	94 949	271 152	5	187 181	1,96
GIRONDE	33	929 062	154 180	774 882	20	1 434 661	0,65
GUADELOUPE	971	6 248	0	6 248	1	401 554	0,02
HAUTE-CORSE	2B	166 464	78 458	88 006	1	164 344	1,01
HAUTE-GARONNE	31	262 892	43 125	219 767	4	1 230 820	0,21
HAUTE-LOIRE	43	369 338	1 500	367 838	25	223 122	1,66
HAUTE-MARNE	52	59 773	0	59 773	2	185 214	0,32
HAUTES-ALPES	05	137 599	46 450	91 149	5	135 836	1,01
HAUTE-SAONE	70	12 933	0	12 933	1	239 194	0,05
HAUTE-SAVOIE	74	336 804	107 597	229 207	16	725 794	0,46
HAUTES-PYRENEES	65	8 572	0	8 572	1	229 670	0,04
HAUTE-VIENNE	87	370 685	61 934	308 751	7	374 849	0,99
HAUT-RHIN	68	653 681	83 124	570 557	11	748 614	0,87
HAUTS-DE-SEINE	92	45 282	20 682	24 600	1	1 561 745	0,03
HERAULT	34	151 867	5 631	146 236	5	1 031 974	0,15
ILLE-ET-VILAINE	35	248 050	53 138	194 912	16	977 449	0,25
INDRE	36	164 321	0	164 321	6	232 268	0,71
INDRE-ET-LOIRE	37	86 076	29 097	56 979	4	588 420	0,15
ISERE	38	1 136 836	372 716	764 120	19	1 197 038	0,95
JURA	39	46 115	0	46 115	3	261 277	0,18

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2013**

(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LANDES	40	900 899	0	900 899	21	379 341	2,37
LOIRE	42	606 366	100 000	506 366	15	746 115	0,81
LOIRE-ATLANTIQUE	44	429 332	22 501	406 831	10	1 266 358	0,34
LOIRET	45	110 593	0	110 593	3	653 510	0,17
LOIR-ET-CHER	41	202 230	0	202 230	9	327 868	0,62
LOT	46	141 882	0	141 882	5	173 562	0,82
LOT-ET-GARONNE	47	237 505	0	237 505	13	329 697	0,72
LOZERE	48	100 000	0	100 000	1	77 163	1,30
MAINE-ET-LOIRE	49	352 212	44 551	307 661	15	780 082	0,45
MANCHE	50	227 613	0	227 613	8	497 762	0,46
MARNE	51	174 025	0	174 025	4	566 145	0,31
MARTINIQUE	972	133 835	62 249	71 586	3	396 404	0,34
MAYENNE	53	535 279	750	534 529	13	305 147	1,75
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	458 860	144 816	314 044	13	731 019	0,63
MEUSE	55	79 233	0	79 233	4	194 003	0,41
MORBIHAN	56	174 262	77 633	96 629	11	716 182	0,24
MOSELLE	57	548 036	46 251	501 785	19	1 044 898	0,52
NIEVRE	58	300 529	66 099	234 430	6	220 199	1,36
NORD	59	987 600	190 283	797 317	49	2 571 940	0,38
OISE	60	114 735	5 414	109 321	5	801 512	0,14
ORNE	61	346 257	20 800	325 457	25	292 210	1,18
PAS-DE-CALAIS	62	1 665 844	361 731	1 304 113	100	1 461 257	1,14
PUY-DE-DOME	63	344 928	20 975	323 953	9	629 416	0,55
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 003 681	141 972	861 709	27	650 356	1,54
PYRENEES-ORIENTALES	66	391 256	0	391 256	12	445 890	0,88
REUNION	974	280 000	0	280 000	1	816 364	0,34

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2013
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE	69	172 626	0	172 626	11	1 708 671	0,10
SAONE-ET-LOIRE	71	321 190	0	321 190	16	554 720	0,58
SARTHE	72	154 846	0	154 846	10	561 050	0,28
SAVOIE	73	770 962	155 052	615 910	10	411 007	1,88
SEINE-ET-MARNE	77	154 655	19 667	134 988	6	1 313 414	0,12
SEINE-MARITIME	76	471 522	36 365	435 157	20	1 250 120	0,38
SEINE-SAINT-DENIS	93	257 514	75 594	181 920	4	1 515 983	0,17
SOMME	80	13 489	0	13 489	1	569 775	0,02
TARN	81	89 494	0	89 494	7	374 018	0,24
TARN-ET-GARONNE	82	22 500	0	22 500	1	239 291	0,09
VAL-DE-MARNE	94	276 396	159 396	117 000	6	1 318 537	0,21
VAL-D'OISE	95	50 779	50 779	0	2	1 168 892	0,04
VAR	83	227 401	134 012	93 389	7	1 007 303	0,23
VAUCLUSE	84	52 604	0	52 604	3	540 065	0,10
VENDEE	85	464 247	36 412	427 835	27	626 411	0,74
VIENNE	86	461 201	58 758	402 443	14	426 066	1,08
VOSGES	88	295 680	18 375	277 305	2	380 192	0,78
YONNE	89	120 593	0	120 593	9	343 377	0,35
YVELINES	78	161 803	28 038	133 765	7	1 407 560	0,11
		31 174 382	4 101 842	27 072 540	1 090		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et PIA

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

en 2013

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PAS-DE-CALAIS	62	1 665 844	361 731	1 304 113	100	1 461 257	1,14
COTES-D'ARMOR	22	1 524 971	82 685	1 442 286	36	587 519	2,60
DORDOGNE	24	1 171 252	166 827	1 004 425	25	412 082	2,84
ISERE	38	1 136 836	372 716	764 120	19	1 197 038	0,95
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 003 681	141 972	861 709	27	650 356	1,54
NORD	59	987 600	190 283	797 317	49	2 571 940	0,38
GIRONDE	33	929 062	154 180	774 882	20	1 434 661	0,65
LANDES	40	900 899	0	900 899	21	379 341	2,37
SAVOIE	73	770 962	155 052	615 910	10	411 007	1,88
CHARENTE-MARITIME	17	664 875	18 025	646 850	17	616 607	1,08
HAUT-RHIN	68	653 681	83 124	570 557	11	748 614	0,87
LOIRE	42	606 366	100 000	506 366	15	746 115	0,81
AIN	01	564 411	22 255	542 156	44	588 853	0,96
MOSELLE	57	548 036	46 251	501 785	19	1 044 898	0,52
MAYENNE	53	535 279	750	534 529	13	305 147	1,75
CREUSE	23	487 471	15 000	472 471	13	123 584	3,94
SEINE-MARITIME	76	471 522	36 365	435 157	20	1 250 120	0,38
VENDEE	85	464 247	36 412	427 835	27	626 411	0,74
VIENNE	86	461 201	58 758	402 443	14	426 066	1,08
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	458 860	144 816	314 044	13	731 019	0,63
DROME	26	435 068	0	435 068	17	482 984	0,90
LOIRE-ATLANTIQUE	44	429 332	22 501	406 831	10	1 266 358	0,34
DEUX-SEVRES	79	404 284	24 071	380 213	8	366 339	1,10
PYRENEES-ORIENTALES	66	391 256	0	391 256	12	445 890	0,88
HAUTE-VIENNE	87	370 685	61 934	308 751	7	374 849	0,99
HAUTE-LOIRE	43	369 338	1 500	367 838	25	223 122	1,66

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

en 2013

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GERES	32	366 101	94 949	271 152	5	187 181	1,96
ARDECHE	07	352 735	0	352 735	21	313 578	1,12
MAINE-ET-LOIRE	49	352 212	44 551	307 661	15	780 082	0,45
AISNE	02	350 866	19 680	331 186	16	539 870	0,65
BOUCHES-DU-RHONE	13	350 000	84 594	265 406	1	1 967 299	0,18
ORNE	61	346 257	20 800	325 457	25	292 210	1,18
PUY-DE-DOME	63	344 928	20 975	323 953	9	629 416	0,55
FINISTERE	29	342 362	43 902	298 460	19	893 914	0,38
HAUTE-SAVOIE	74	336 804	107 597	229 207	16	725 794	0,46
DOUBS	25	328 273	0	328 273	20	525 276	0,62
SAONE-ET-LOIRE	71	321 190	0	321 190	16	554 720	0,58
EURE-ET-LOIR	28	311 207	23 333	287 874	6	425 502	0,73
NIEVRE	58	300 529	66 099	234 430	6	220 199	1,36
VOSGES	88	295 680	18 375	277 305	2	380 192	0,78
CANTAL	15	287 993	0	287 993	9	148 380	1,94
CALVADOS	14	286 619	26 035	260 584	9	680 908	0,42
REUNION	974	280 000	0	280 000	1	816 364	0,34
VAL-DE-MARNE	94	276 396	159 396	117 000	6	1 318 537	0,21
HAUTE-GARONNE	31	262 892	43 125	219 767	4	1 230 820	0,21
EURE	27	259 984	0	259 984	17	582 822	0,45
SEINE-SAINT-DENIS	93	257 514	75 594	181 920	4	1 515 983	0,17
ILLE-ET-VILAINE	35	248 050	53 138	194 912	16	977 449	0,25
LOT-ET-GARONNE	47	237 505	0	237 505	13	329 697	0,72
CHARENTE	16	228 050	22 163	205 887	10	351 563	0,65
MANCHE	50	227 613	0	227 613	8	497 762	0,46
VAR	83	227 401	134 012	93 389	7	1 007 303	0,23

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

en 2013

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	221 684	45 000	176 684	4	701 883	0,32
ARIEGE	9	202 465	24 700	177 765	5	151 117	1,34
LOIR-ET-CHER	41	202 230	0	202 230	9	327 868	0,62
ALPES-DE-HAUTE-PROVENC	04	184 778	0	184 778	19	159 450	1,16
ALLIER	03	184 347	0	184 347	13	343 046	0,54
BAS-RHIN	67	179 687	45 184	134 503	12	1 094 439	0,16
MORBIHAN	56	174 262	77 633	96 629	11	716 182	0,24
MARNE	51	174 025	0	174 025	4	566 145	0,31
RHONE	69	172 626	0	172 626	11	1 708 671	0,10
HAUTE-CORSE	2B	166 464	78 458	88 006	1	164 344	1,01
INDRE	36	164 321	0	164 321	6	232 268	0,71
AVEYRON	12	162 720	28 955	133 765	5	277 048	0,59
YVELINES	78	161 803	28 038	133 765	7	1 407 560	0,11
SARTHE	72	154 846	0	154 846	10	561 050	0,28
SEINE-ET-MARNE	77	154 655	19 667	134 988	6	1 313 414	0,12
HERAULT	34	151 867	5 631	146 236	5	1 031 974	0,15
LOT	46	141 882	0	141 882	5	173 562	0,82
HAUTES-ALPES	05	137 599	46 450	91 149	5	135 836	1,01
MARTINIQUE	972	133 835	62 249	71 586	3	396 404	0,34
YONNE	89	120 593	0	120 593	9	343 377	0,35
AUDE	11	115 607	23 100	92 507	7	353 980	0,33
OISE	60	114 735	5 414	109 321	5	801 512	0,14
LOIRET	45	110 593	0	110 593	3	653 510	0,17
COTE-D'OR	21	106 010	10 456	95 554	5	524 144	0,20
CORREZE	19	103 890	12 000	91 890	3	243 352	0,43
AUBE	10	102 477	31 376	71 101	3	303 298	0,34

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

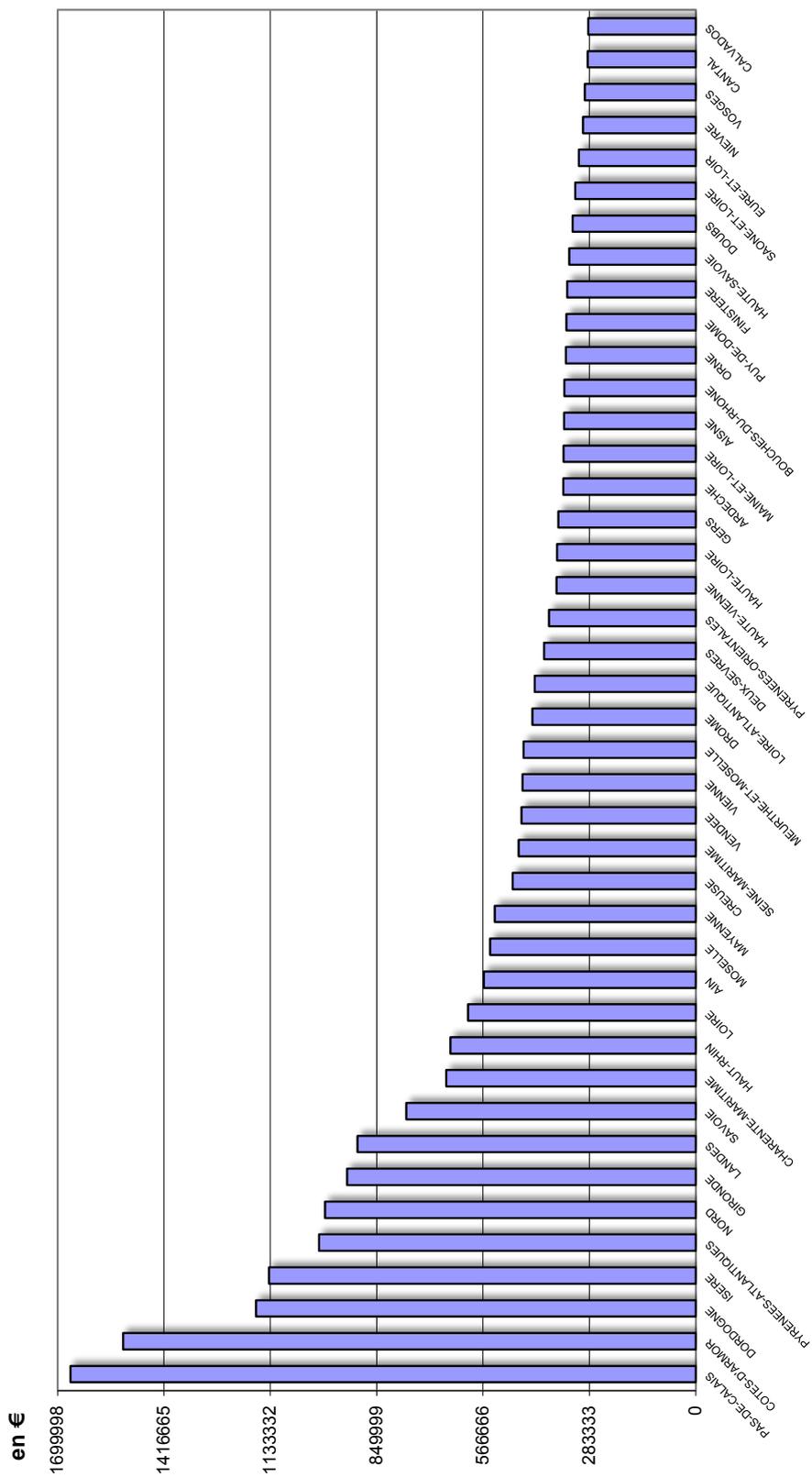
en 2013

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LOZERE	48	100 000	0	100 000	1	77 163	1,30
ARDENNES	08	93 926	45 375	48 551	3	283 296	0,33
TARN	81	89 494	0	89 494	7	374 018	0,24
INDRE-ET-LOIRE	37	86 076	29 097	56 979	4	588 420	0,15
MEUSE	55	79 233	0	79 233	4	194 003	0,41
CORSE DU SUD	2A	73 097	9 000	64 097	1	141 330	0,52
HAUTE-MARNE	52	59 773	0	59 773	2	185 214	0,32
CHER	18	56 008	0	56 008	2	311 022	0,18
VAUCLUSE	84	52 604	0	52 604	3	540 065	0,10
VAL-D'OISE	95	50 779	50 779	0	2	1 168 892	0,04
ALPES-MARTIMES	06	47 072	47 072	0	1	1 079 100	0,04
JURA	39	46 115	0	46 115	3	261 277	0,18
HAUTS-DE-SEINE	92	45 282	20 682	24 600	1	1 561 745	0,03
ESSONNE	91	45 000	0	45 000	2	1 208 004	0,04
TARN-ET-GARONNE	82	22 500	0	22 500	1	239 291	0,09
SOMME	80	13 489	0	13 489	1	569 775	0,02
HAUTE-SAONE	70	12 933	0	12 933	1	239 194	0,05
HAUTES-PYRENEES	65	8 572	0	8 572	1	229 670	0,04
GUADELOUPE	971	6 248	0	6 248	1	401 554	0,02
		31 174 382	4 101 842	27 072 540	1090		

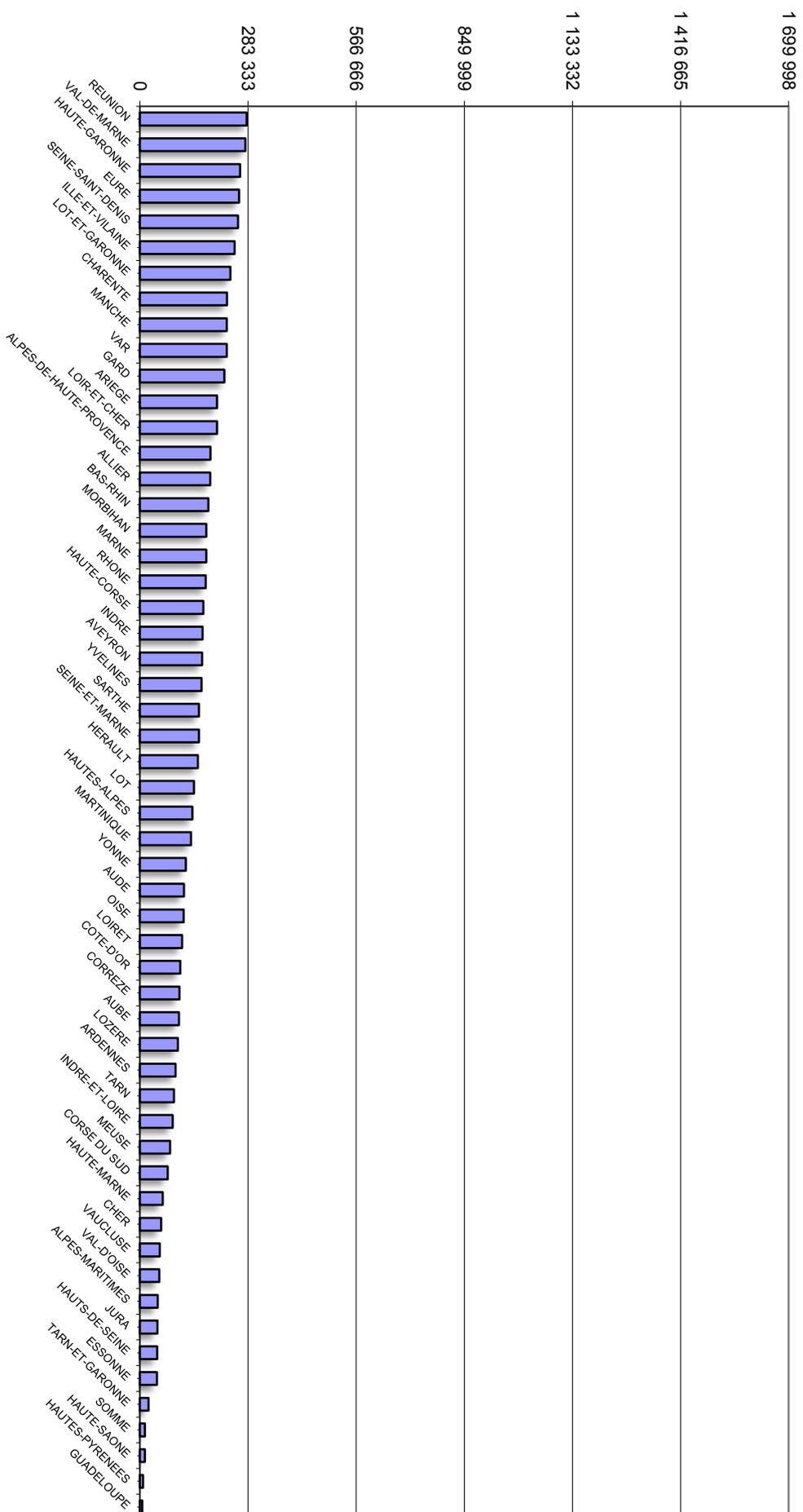
(*) Hors dotation Eparca et Actions de développement économique et PLA

Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2013 (en euros)



en €

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département en 2013
(en euros)**



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

en 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	487 471	15 000	472 471	13	123 584	3,94
DORDOGNE	24	1 171 252	166 827	1 004 425	25	412 082	2,84
COTES-D'ARMOR	22	1 524 971	82 685	1 442 286	36	587 519	2,60
LANDES	40	900 899	0	900 899	21	379 341	2,37
GERS	32	366 101	94 949	271 152	5	187 181	1,96
CANTAL	15	287 993	0	287 993	9	148 380	1,94
SAVOIE	73	770 962	155 052	615 910	10	411 007	1,88
MAYENNE	53	535 279	750	534 529	13	305 147	1,75
HAUTE-LOIRE	43	369 338	1 500	367 838	25	223 122	1,66
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 003 681	141 972	861 709	27	650 356	1,54
NIEVRE	58	300 529	66 099	234 430	6	220 199	1,36
ARIEGE	9	202 465	24 700	177 765	5	151 117	1,34
LOZERE	48	100 000	0	100 000	1	77 163	1,30
ORNE	61	346 257	20 800	325 457	25	292 210	1,18
ALPES-DE-HAUTE-PROVEN	04	184 778	0	184 778	19	159 450	1,16
PAS-DE-CALAIS	62	1 665 844	361 731	1 304 113	100	1 461 257	1,14
ARDECHE	07	352 735	0	352 735	21	313 578	1,12
DEUX-SEVRES	79	404 284	24 071	380 213	8	366 339	1,10
VIENNE	86	461 201	58 758	402 443	14	426 066	1,08
CHARENTE-MARITIME	17	664 875	18 025	646 850	17	616 607	1,08
HAUTES-ALPES	05	137 599	46 450	91 149	5	135 836	1,01
HAUTE-CORSE	2B	166 464	78 458	88 006	1	164 344	1,01
HAUTE-VIENNE	87	370 685	61 934	308 751	7	374 849	0,99
AIN	01	564 411	22 255	542 156	44	588 853	0,96
ISERE	38	1 136 836	372 716	764 120	19	1 197 038	0,95
DROME	26	435 068	0	435 068	17	482 984	0,90

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

en 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PYRENEES-ORIENTALES	66	391 256	0	391 256	12	445 890	0,88
HAUT-RHIN	68	653 681	83 124	570 557	11	748 614	0,87
LOT	46	141 882	0	141 882	5	173 562	0,82
LOIRE	42	606 366	100 000	506 366	15	746 115	0,81
VOSGES	88	295 680	18 375	277 305	2	380 192	0,78
VENDEE	85	464 247	36 412	427 835	27	626 411	0,74
EURE-ET-LOIR	28	311 207	23 333	287 874	6	425 502	0,73
LOT-ET-GARONNE	47	237 505	0	237 505	13	329 697	0,72
INDRE	36	164 321	0	164 321	6	232 268	0,71
AISNE	02	350 866	19 680	331 186	16	539 870	0,65
CHARENTE	16	228 050	22 163	205 887	10	351 563	0,65
GIRONDE	33	929 062	154 180	774 882	20	1 434 661	0,65
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	458 860	144 816	314 044	13	731 019	0,63
DOUBS	25	328 273	0	328 273	20	525 276	0,62
LOIR-ET-CHER	41	202 230	0	202 230	9	327 868	0,62
AVEYRON	12	162 720	28 955	133 765	5	277 048	0,59
SAONE-ET-LOIRE	71	321 190	0	321 190	16	554 720	0,58
PUY-DE-DOME	63	344 928	20 975	323 953	9	629 416	0,55
ALLIER	03	184 347	0	184 347	13	343 046	0,54
MOSELLE	57	548 036	46 251	501 785	19	1 044 898	0,52
CORSE DU SUD	2A	73 097	9 000	64 097	1	141 330	0,52
HAUTE-SAVOIE	74	336 804	107 597	229 207	16	725 794	0,46
MANCHE	50	227 613	0	227 613	8	497 762	0,46
MAINE-ET-LOIRE	49	352 212	44 551	307 661	15	780 082	0,45
EURE	27	259 984	0	259 984	17	582 822	0,45
CORREZE	19	103 890	12 000	91 890	3	243 352	0,43

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

en 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CALVADOS	14	286 619	26 035	260 584	9	680 908	0,42
MEUSE	55	79 233	0	79 233	4	194 003	0,41
NORD	59	987 600	190 283	797 317	49	2 571 940	0,38
FINISTERE	29	342 362	43 902	298 460	19	893 914	0,38
SEINE-MARITIME	76	471 522	36 365	435 157	20	1 250 120	0,38
YONNE	89	120 593	0	120 593	9	343 377	0,35
REUNION	974	280 000	0	280 000	1	816 364	0,34
LOIRE-ATLANTIQUE	44	429 332	22 501	406 831	10	1 266 358	0,34
AUBE	10	102 477	31 376	71 101	3	303 298	0,34
MARTINIQUE	972	133 835	62 249	71 586	3	396 404	0,34
ARDENNES	08	93 926	45 375	48 551	3	283 296	0,33
AUDE	11	115 607	23 100	92 507	7	353 980	0,33
HAUTE-MARNE	52	59 773	0	59 773	2	185 214	0,32
GARD	30	221 684	45 000	176 684	4	701 883	0,32
MARNE	51	174 025	0	174 025	4	566 145	0,31
SARTHE	72	154 846	0	154 846	10	561 050	0,28
ILLE-ET-VILAINE	35	248 050	53 138	194 912	16	977 449	0,25
MORBIHAN	56	174 262	77 633	96 629	11	716 182	0,24
TARN	81	89 494	0	89 494	7	374 018	0,24
VAR	83	227 401	134 012	93 389	7	1 007 303	0,23
HAUTE-GARONNE	31	262 892	43 125	219 767	4	1 230 820	0,21
VAL-DE-MARNE	94	276 396	159 396	117 000	6	1 318 537	0,21
COTE-D'OR	21	106 010	10 456	95 554	5	524 144	0,20
CHER	18	56 008	0	56 008	2	311 022	0,18
BOUCHES-DU-RHONE	13	350 000	84 594	265 406	1	1 967 299	0,18
JURA	39	46 115	0	46 115	3	261 277	0,18

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

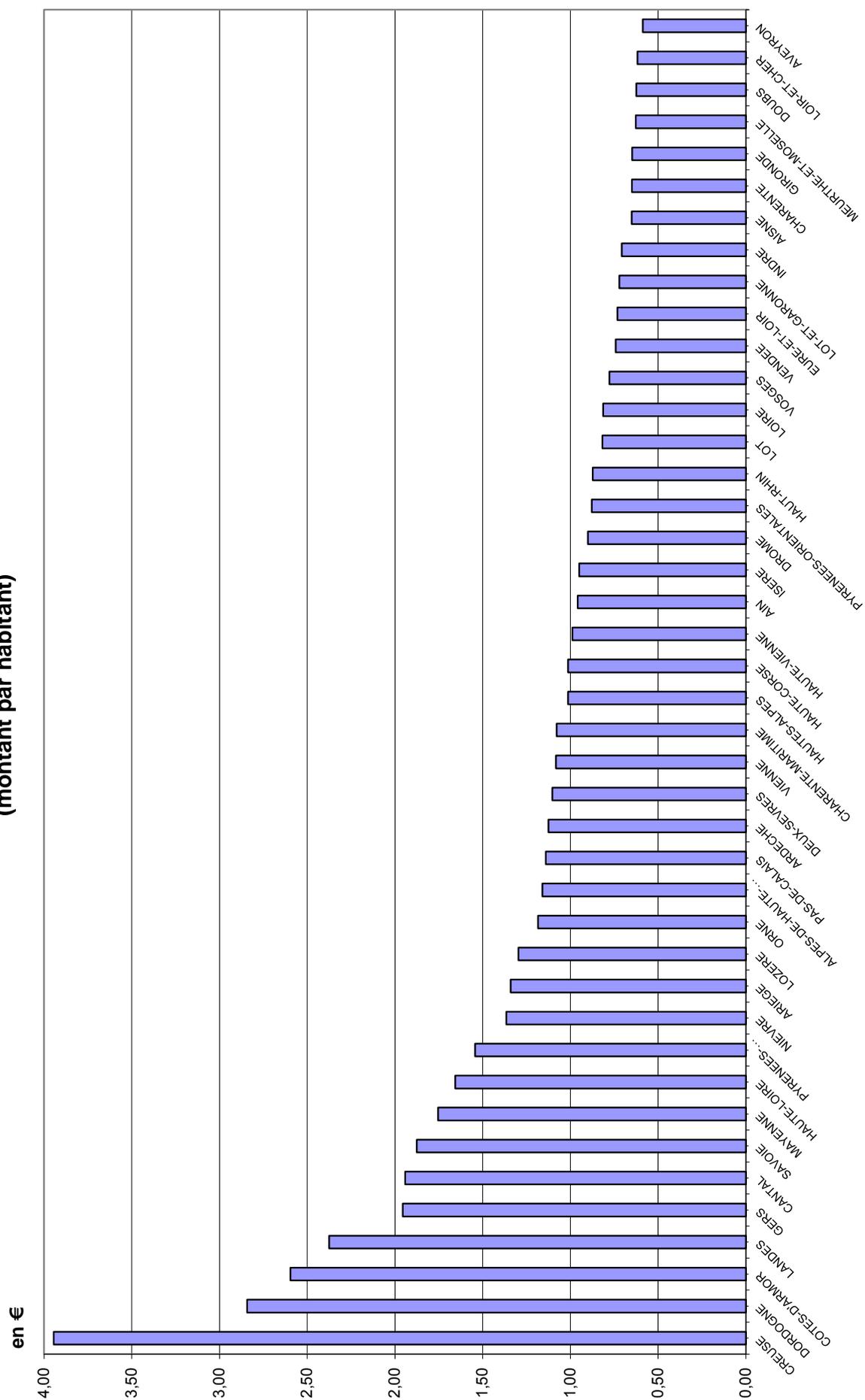
en 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

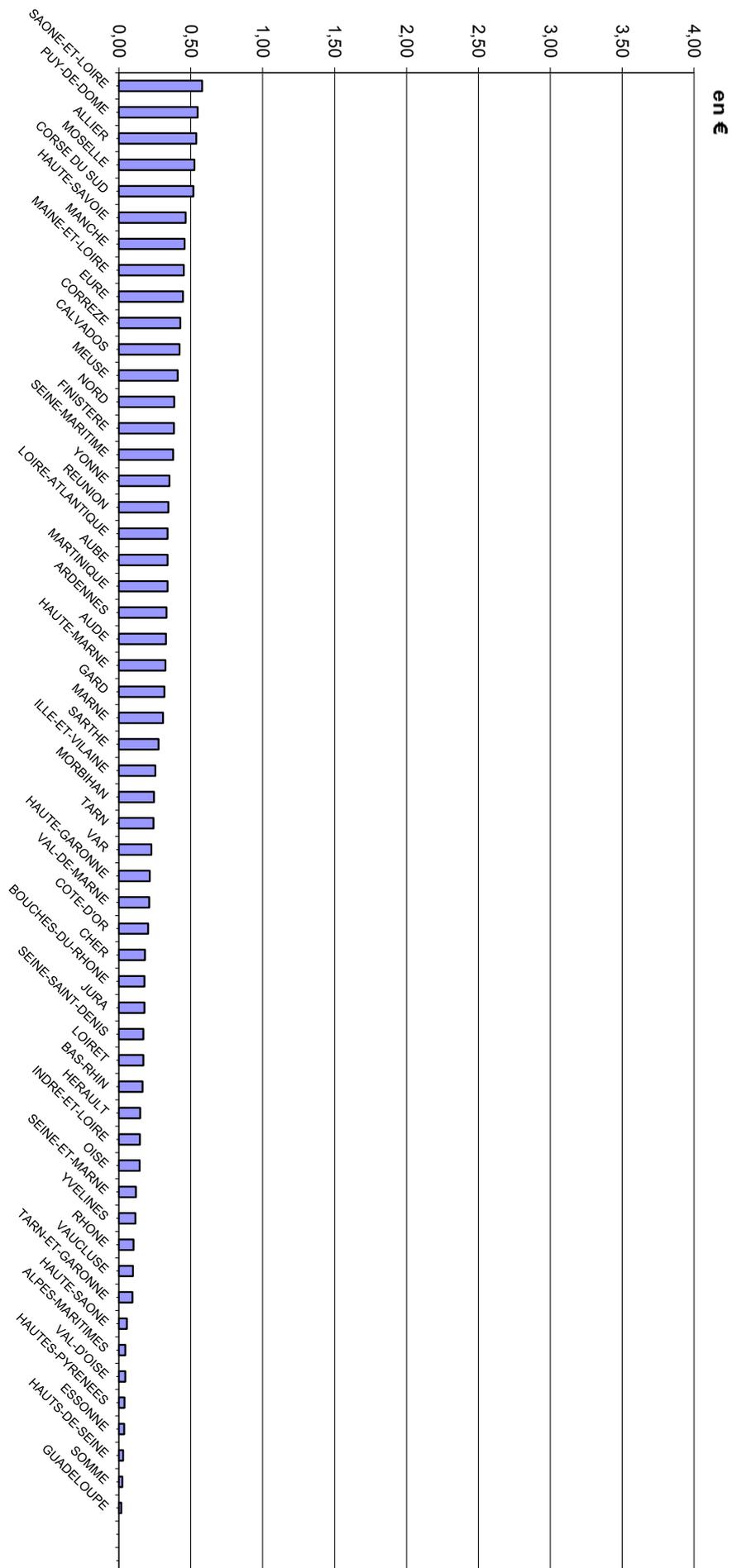
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SEINE-SAINT-DENIS	93	257 514	75 594	181 920	4	1 515 983	0,17
LOIRET	45	110 593	0	110 593	3	653 510	0,17
BAS-RHIN	67	179 687	45 184	134 503	12	1 094 439	0,16
HERAULT	34	151 867	5 631	146 236	5	1 031 974	0,15
INDRE-ET-LOIRE	37	86 076	29 097	56 979	4	588 420	0,15
OISE	60	114 735	5 414	109 321	5	801 512	0,14
SEINE-ET-MARNE	77	154 655	19 667	134 988	6	1 313 414	0,12
YVELINES	78	161 803	28 038	133 765	7	1 407 560	0,11
RHONE	69	172 626	0	172 626	11	1 708 671	0,10
VAUCLUSE	84	52 604	0	52 604	3	540 065	0,10
TARN-ET-GARONNE	82	22 500	0	22 500	1	239 291	0,09
HAUTE-SAONE	70	12 933	0	12 933	1	239 194	0,05
ALPES-MARITIMES	06	47 072	47 072	0	1	1 079 100	0,04
VAL-D'OISE	95	50 779	50 779	0	2	1 168 892	0,04
HAUTES-PYRENEES	65	8 572	0	8 572	1	229 670	0,04
ESSONNE	91	45 000	0	45 000	2	1 208 004	0,04
HAUTS-DE-SEINE	92	45 282	20 682	24 600	1	1 561 745	0,03
SOMME	80	13 489	0	13 489	1	569 775	0,02
GUADELOUPE	971	6 248	0	6 248	1	401 554	0,02
		31 174 382	4 101 842	27 072 540	1090		

(*) Hors dotation Eparca et Actions de développement économique et PLA

**Subventions FISAC
par département en 2013
(montant par habitant)**



**Subventions FISAC
par département en 2013
(montant par habitant)**



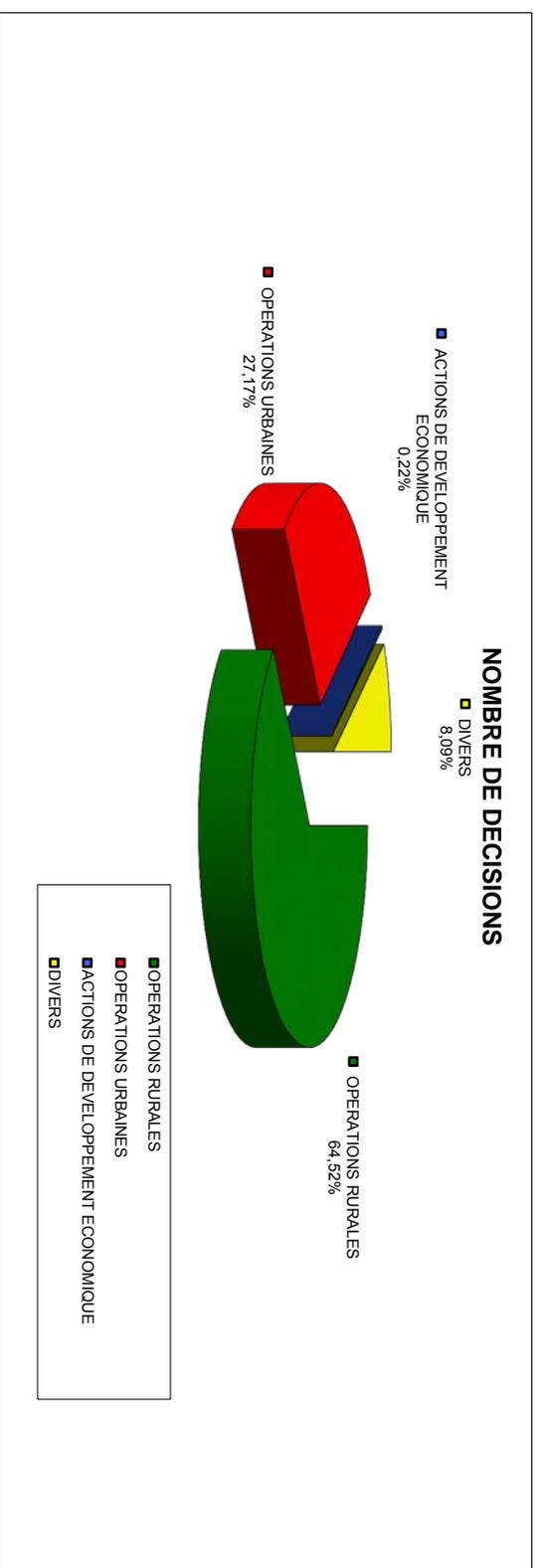
FISAC
Synthèses
1992-2013

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2013
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	10 762	53 548 162	343 620 101	397 168 263
OPERATIONS URBAINES	4 531	154 924 986	339 004 359	493 929 345
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	37	253 728 028	0	253 728 028
DIVERS	1 349	177 810 608	31 353 716	209 164 324
TOTAL	16 679	640 011 784	713 978 176	1 353 989 960

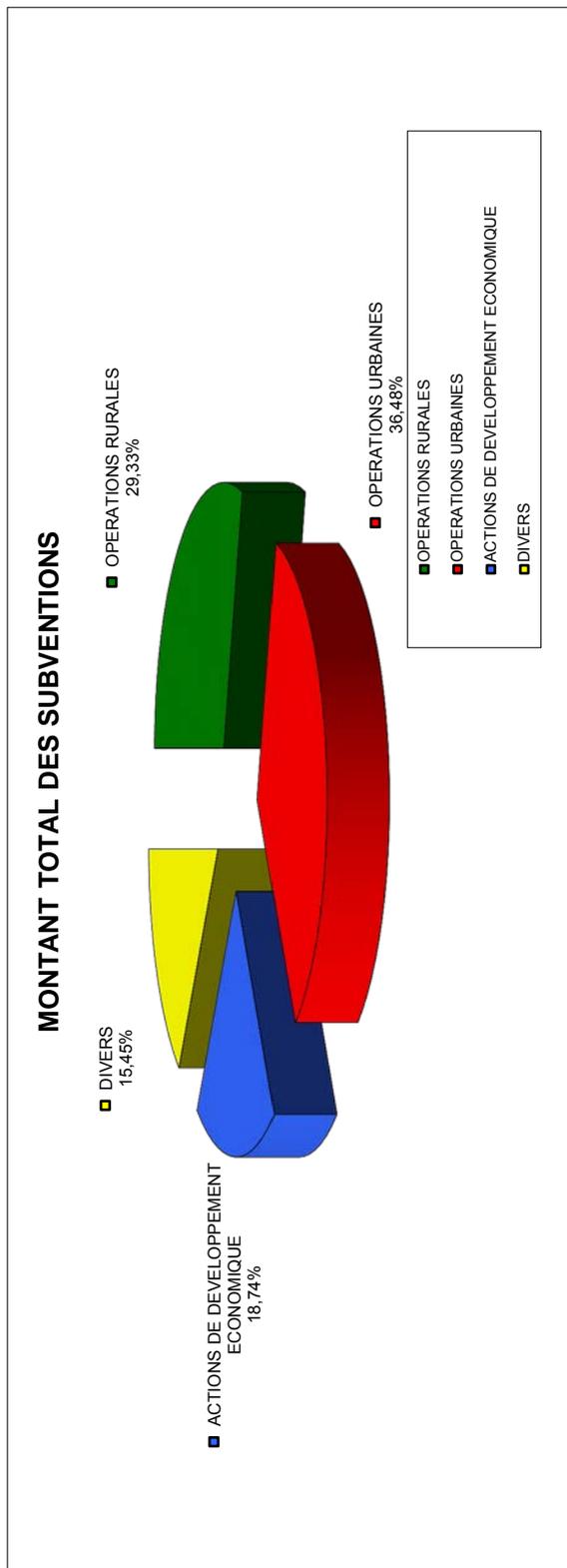
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2013
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	10 762
OPERATIONS URBAINES	4 531
ACTIONS DE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE	37
DIVERS	1 349
TOTAL	16 679



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2013
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	397 168 263
OPERATIONS URBAINES	493 929 345
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	253 728 028
DIVERS	209 164 324
TOTAL	1 353 989 960



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2012

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	159 087 729	0	159 087 729	5 149
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	94 095 694	25 755 163	68 340 531	627
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	24 324 909	249 162	24 075 747	564
HALLES ET MARCHES	6 972 623	219 637	6 752 986	126
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	234 651 240	71 634 043	163 017 197	1 668
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	14 415 784	3 379 592	11 036 192	75
HALLES ET MARCHES	38 983 884	3 812 283	35 171 601	316
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHES(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	253 728 028	253 728 028	0	37
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
Divers à partir de 2003				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	107 553 121	107 553 121	0	46
AIDE AUX COMMERÇANTS ET ARTISANS SINISTRÉS	30 956 060	30 956 060	0	62
BIENS CULTURELS	4 197 876	290 670	3 907 206	181
ETUDES	6 936 035	6 873 255	62 780	594
ETUDE D'ÉVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	1 353 989 960	640 011 784	731 978 176	16 679

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HMI) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21/06/1999.

**Présentation
par
région**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2013
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	16 029 625	3 716 189	12 313 436	343	1 843 053	8,70
AQUITAINE	85 740 511	21 113 178	64 627 333	1 400	3 206 137	26,74
AUVERGNE	26 991 036	8 079 355	18 911 681	650	1 343 964	20,08
BASSE-NORMANDIE	27 510 091	4 104 242	23 405 849	695	1 470 880	18,70
BOURGOGNE	22 030 647	4 156 146	17 874 501	614	1 642 440	13,41
BRETAGNE	71 501 463	18 581 694	52 919 769	1 224	3 175 064	22,52
CENTRE	55 856 626	13 040 407	42 816 219	836	2 538 590	22,00
CHAMPAGNE-ARDENNE	33 090 945	10 104 264	22 986 681	372	1 337 953	24,73
CORSE	2 344 783	1 405 120	939 663	29	305 674	7,67
FRANCHE-COMTE	27 430 320	6 784 792	20 645 528	703	1 168 208	23,48
GUADELOUPE	237 713	106 487	131 226	8	401 554	0,59
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
HAUTE-NORMANDIE	27 393 440	5 229 106	22 164 334	485	1 832 942	14,95
ILE-DE-FRANCE	75 491 783	15 375 506	60 116 277	958	11 728 240	6,44
LANGUEDOC-ROUSSILLON	42 365 666	6 592 067	35 773 599	561	2 610 890	16,23
LIMOUSIN	26 401 964	5 846 868	20 555 096	495	741 785	35,59
LORRAINE	32 801 145	8 895 570	23 905 575	408	2 350 112	13,96
MARTINIQUE	2 890 311	1 326 443	1 563 868	33	396 404	7,29
MIDI-PYRENEES	35 589 241	9 629 693	25 959 548	798	2 862 707	12,43
NORD-PAS-DE-CALAIS	35 580 402	11 785 185	23 795 217	835	4 033 197	8,82
PAYS-DE-LA-LOIRE	40 142 830	6 352 094	33 790 736	867	3 539 048	11,34
PICARDIE	12 671 360	2 740 704	9 930 656	297	1 911 157	6,63
POITOU-CHARENTES	48 948 109	6 673 415	42 274 694	1 151	1 760 575	27,80
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	45 373 269	17 125 142	28 248 127	606	4 889 053	9,28
REUNION	3 134 105	936 705	2 197 400	20	816 364	3,84
RHONE-ALPES	130 343 126	38 652 526	91 690 600	2 068	6 174 040	21,11
TOTAL	928 612 146	228 466 451	700 145 695	16 463		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUTS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2013
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	130 343 126	38 652 526	91 690 600	2 068	6 174 040	21,11
AQUITAINE	85 740 511	21 113 178	64 627 333	1 400	3 206 137	26,74
ILE-DE-FRANCE	75 491 783	15 375 506	60 116 277	958	11 728 240	6,44
BRETAGNE	71 501 463	18 581 694	52 919 769	1 224	3 175 064	22,52
CENTRE	55 856 626	13 040 407	42 816 219	836	2 538 590	22,00
POITOU-CHARENTES	48 948 109	6 673 415	42 274 694	1 151	1 760 575	27,80
PROVENCE-ALPES-COTE-DAZUR	45 373 269	17 125 142	28 248 127	606	4 889 053	9,28
LANGUEDOC-ROUSSILLON	42 365 666	6 592 067	35 773 599	561	2 610 890	16,23
PAYS-DE-LA-LOIRE	40 142 830	6 352 094	33 790 736	867	3 539 048	11,34
MIDI-PYRENEES	35 589 241	9 629 693	25 959 548	798	2 862 707	12,43
NORD-PAS-DE-CALAIS	35 580 402	11 785 185	23 795 217	835	4 033 197	8,82
CHAMPAGNE-ARDENNE	33 090 945	10 104 264	22 986 681	372	1 337 953	24,73
LORRAINE	32 801 145	8 895 570	23 905 575	408	2 350 112	13,96
BASSE-NORMANDIE	27 510 091	4 104 242	23 405 849	695	1 470 880	18,70
FRANCHE-COMTE	27 430 320	6 784 792	20 645 528	703	1 168 208	23,48
HAUTE-NORMANDIE	27 393 440	5 229 106	22 164 334	485	1 832 942	14,95
AUVERGNE	26 991 036	8 079 355	18 911 681	650	1 343 964	20,08
LIMOUSIN	26 401 964	5 846 868	20 555 096	495	741 785	35,59
BOURGOGNE	22 030 647	4 156 146	17 874 501	614	1 642 440	13,41
ALSACE	16 029 625	3 716 189	12 313 436	343	1 843 053	8,70
PICARDIE	12 671 360	2 740 704	9 930 656	297	1 911 157	6,63
REUNION	3 134 105	936 705	2 197 400	20	816 364	3,84
MARTINIQUE	2 890 311	1 326 443	1 563 868	33	396 404	7,29
CORSE	2 344 783	1 405 120	939 663	29	305 674	7,67
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
GUADELOUPE	237 713	106 487	131 226	8	401 554	0,59
TOTAL	928 612 146	228 466 451	700 145 695	16 463		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales
En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.
A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION TOUS TYPES D'OPERATION*

de 1992 à 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

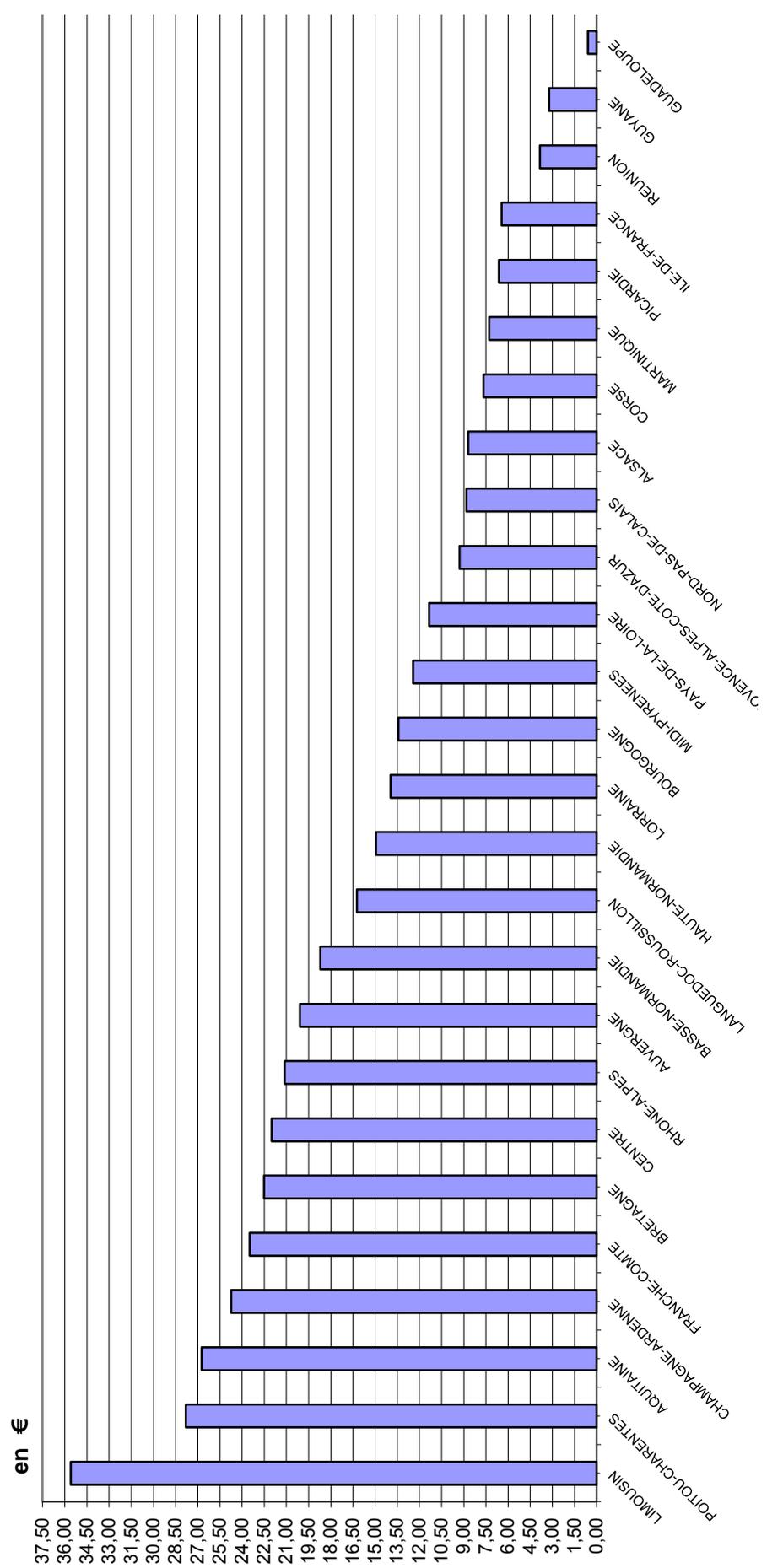
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	26 401 964	5 846 868	20 555 096	495	741 785	35,59
POITOU-CHARENTES	48 948 109	6 673 415	42 274 694	1 151	1 760 575	27,80
AQUITAINE	85 740 511	21 113 178	64 627 333	1 400	3 206 137	26,74
CHAMPAGNE-ARDENNE	33 090 945	10 104 264	22 986 681	372	1 337 953	24,73
FRANCHE-COMTE	27 430 320	6 784 792	20 645 528	703	1 168 208	23,48
BRETAGNE	71 501 463	18 581 694	52 919 769	1 224	3 175 064	22,52
CENTRE	55 856 626	13 040 407	42 816 219	836	2 538 590	22,00
RHONE-ALPES	130 343 126	38 652 526	91 690 600	2 068	6 174 040	21,11
AUVERGNE	26 991 036	8 079 355	18 911 681	650	1 343 964	20,08
BASSE-NORMANDIE	27 510 091	4 104 242	23 405 849	695	1 470 880	18,70
LANGUEDOC-ROUSSILLON	42 365 666	6 592 067	35 773 599	561	2 610 890	16,23
HAUTE-NORMANDIE	27 393 440	5 229 106	22 164 334	485	1 832 942	14,95
LORRAINE	32 801 145	8 895 570	23 905 575	408	2 350 112	13,96
BOURGOGNE	22 030 647	4 156 146	17 874 501	614	1 642 440	13,41
MIDI-PYRENEES	35 589 241	9 629 693	25 959 548	798	2 862 707	12,43
PAYS-DE-LA-LOIRE	40 142 830	6 352 094	33 790 736	867	3 539 048	11,34
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	45 373 269	17 125 142	28 248 127	606	4 889 053	9,28
NORD-PAS-DE-CALAIS	35 580 402	11 785 185	23 795 217	835	4 033 197	8,82
ALSACE	16 029 625	3 716 189	12 313 436	343	1 843 053	8,70
CORSE	2 344 783	1 405 120	939 663	29	305 674	7,67
MARTINIQUE	2 890 311	1 326 443	1 563 868	33	396 404	7,29
PICARDIE	12 671 360	2 740 704	9 930 656	297	1 911 157	6,63
ILE-DE-FRANCE	75 491 783	15 375 506	60 116 277	958	11 728 240	6,44
REUNION	3 134 105	936 705	2 197 400	20	816 364	3,84
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
GUADELOUPE	237 713	106 487	131 226	8	401 554	0,59
TOTAL	928 612 146	228 466 451	700 145 695	16 463		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

**Subventions FISAC
par région de 1992 à 2013
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
de 1992 à 2013
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	14 675 075	2 436 478	12 238 597	389	588 853	24,92
AINNE	02	5 778 093	1 067 915	4 710 178	117	539 870	10,70
ALLIER	03	5 064 849	846 411	4 218 438	93	343 046	14,76
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	2 203 622	629 790	1 573 832	89	159 450	13,82
HAUTES-ALPES	05	2 907 158	1 122 360	1 784 798	64	135 836	21,40
ALPES-MARITIMES	06	7 981 823	3 284 881	4 696 942	92	1 079 100	7,40
ARDECHE	07	17 269 888	3 550 202	13 719 686	343	313 578	55,07
ARDENNES	08	8 349 139	2 560 845	5 788 294	102	283 296	29,47
ARIEGE	9	5 127 479	1 975 616	3 151 863	80	151 117	33,93
AUBE	10	4 687 035	1 646 986	3 040 049	62	303 298	15,45
AUDE	11	4 212 518	948 637	3 263 881	107	353 980	11,90
AVEYRON	12	6 515 762	1 244 407	5 271 355	152	277 048	23,52
BOUCHES-DU-RHONE	13	12 096 757	5 283 259	6 813 498	126	1 967 299	6,15
CALVADOS	14	10 614 841	1 918 481	8 696 360	198	680 908	15,59
CANTAL	15	3 792 375	688 037	3 104 338	169	148 380	25,56
CHARENTE	16	10 181 314	1 600 838	8 580 476	255	351 563	28,96
CHARENTE-MARITIME	17	18 701 494	2 244 714	16 456 780	407	616 607	30,33
CHER	18	5 631 031	1 014 860	4 616 171	93	311 022	18,10
CORREZE	19	9 492 053	2 066 845	7 425 208	178	243 352	39,01
CORSE DU SUD	2A	496 399	432 302	64 097	7	141 330	3,51
HAUTE-CORSE	2B	1 848 383	972 817	875 566	22	164 344	11,25
COTE-D'OR	21	7 465 982	1 801 763	5 664 219	161	524 144	14,24
COTES-D'ARMOR	22	12 333 546	2 813 131	9 520 415	256	587 519	20,99
CREUSE	23	8 080 168	1 667 960	6 412 208	145	123 584	65,38
DORDOGNE	24	15 477 726	2 719 639	12 758 087	331	412 082	37,56
DOUBS	25	9 996 705	2 008 667	7 988 038	291	525 276	19,03
DROME	26	18 846 425	7 652 503	11 193 922	269	482 984	39,02
EURE	27	10 735 284	1 594 604	9 140 680	193	582 822	18,42
EURE-ET-LOIR	28	7 733 575	2 210 028	5 523 547	115	425 502	18,18
FINISTERE	29	20 817 800	6 007 009	14 810 791	317	893 914	23,29

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2013
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	8 567 440	2 593 446	5 973 994	118	701 883	12,21
HAUTE-GARONNE	31	4 687 104	1 623 295	3 063 809	105	1 230 820	3,81
GEERS	32	4 311 900	2 037 117	2 274 783	74	187 181	23,04
GIIRONDE	33	23 890 910	6 672 728	17 218 182	308	1 434 661	16,65
HERAULT	34	9 540 678	1 257 362	8 283 316	151	1 031 974	9,25
ILLE-ET-VILAINE	35	21 279 357	4 958 444	16 320 913	352	977 449	21,77
INDRE	36	7 396 948	1 510 462	5 886 486	131	232 268	31,85
INDRE-ET-LOIRE	37	13 849 387	3 230 722	10 618 665	192	588 420	23,54
ISERE	38	18 708 545	6 770 931	11 937 614	304	1 197 038	15,63
JURA	39	8 102 909	1 674 258	6 428 651	190	261 277	31,01
LANDES	40	14 888 222	4 552 699	10 335 523	261	379 341	39,25
LOIR-ET-CHER	41	9 903 516	1 851 462	8 052 054	171	327 868	30,21
LOIRE	42	17 023 401	5 504 589	11 518 812	198	746 115	22,82
HAUTE-LOIRE	43	7 614 607	1 377 469	6 237 138	220	223 122	34,13
LOIRE-ATLANTIQUE	44	9 381 440	1 828 852	7 552 588	148	1 266 358	7,41
LOIRET	45	10 848 799	2 762 254	8 086 545	126	653 510	16,60
LOT	46	4 126 159	310 998	3 815 161	101	173 562	23,77
LOT-ET-GARONNE	47	11 587 012	2 460 513	9 126 499	205	329 697	35,14
LOZERE	48	1 983 804	377 720	1 606 084	42	77 163	25,71
MAINE-ET-LOIRE	49	8 805 198	1 614 791	7 190 407	201	780 082	11,29
MANCHE	50	7 234 220	705 452	6 528 768	190	497 762	14,53
MARNE	51	15 700 539	7 717 291	7 983 248	120	566 145	27,73
HAUTE-MARNE	52	7 754 232	1 779 142	5 975 090	88	185 214	41,87
MAYENNE	53	5 119 931	566 417	4 553 514	142	305 147	16,78
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	11 273 580	3 796 010	7 477 570	142	731 019	15,42
MEUSE	55	4 773 149	969 145	3 804 004	77	194 003	24,60
MORBIHAN	56	16 147 523	3 881 846	12 265 677	296	716 182	22,55
MOSELLE	57	10 740 450	3 028 843	7 711 607	122	1 044 898	10,28
NIEVRE	58	4 218 500	906 703	3 311 797	115	220 199	19,16
NORD	59	15 575 066	6 060 854	9 514 212	294	2 571 940	6,06
OISE	60	4 966 064	1 199 387	3 766 677	123	801 512	6,20

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
de 1992 à 2013
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	9 101 946	1 114 432	7 987 514	304	292 210	31,15
PAS-DE-CALAIS	62	19 955 335	5 724 331	14 231 004	541	1 461 257	13,66
PUY-DE-DOME	63	6 921 347	2 323 935	4 597 412	148	629 416	11,00
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	19 813 872	4 624 830	15 189 042	270	650 356	30,47
HAUTES-PYRENEES	65	4 025 586	725 247	3 300 339	63	229 670	17,53
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 753 994	1 114 988	4 639 006	136	445 890	12,90
BAS-RHIN	67	8 546 356	2 574 134	5 972 222	179	1 094 439	7,81
HAUT-RHIN	68	7 453 019	1 111 805	6 341 214	162	748 614	9,96
RHONE	69	18 988 157	6 450 728	12 537 429	270	1 708 671	11,11
HAUTE-SAONE	70	8 329 617	2 087 914	6 241 703	187	239 194	34,82
SAONE-ET-LOIRE	71	5 918 635	828 168	5 090 467	183	554 720	10,67
SARTHE	72	5 546 599	491 649	5 054 950	162	561 050	9,89
SAVOIE	73	11 215 254	3 195 445	8 019 809	123	411 007	27,29
HAUTE-SAVOIE	74	11 801 259	3 076 409	8 724 850	172	725 794	16,26
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
SEINE-MARITIME	76	16 834 584	3 668 445	13 166 139	295	1 250 120	13,47
SEINE-ET-MARNE	77	12 951 032	2 418 382	10 532 650	220	1 313 414	9,86
YVELINES	78	12 496 731	2 310 779	10 185 952	150	1 407 560	8,88
DEUX-SEVRES	79	9 477 538	1 515 673	7 961 865	199	366 339	25,87
SOMME	80	2 054 204	473 402	1 580 802	59	569 775	3,61
TARN	81	4 425 319	1 089 518	3 335 801	142	374 018	11,83
TARN-ET-GARONNE	82	2 858 945	749 977	2 108 968	76	239 291	11,95
VAR	83	11 380 586	4 084 938	7 295 648	138	1 007 303	11,30
VAUCLUSE	84	9 017 337	2 459 618	6 557 719	97	540 065	16,70
VENDEE	85	10 498 787	1 673 728	8 825 059	210	626 411	16,76
VIENNE	86	10 020 660	1 253 622	8 767 038	280	426 066	23,52
HAUTE-VIENNE	87	8 471 457	1 694 484	6 776 973	169	374 849	22,60
VOSGES	88	5 998 907	1 074 944	4 923 963	66	380 192	15,78
YONNE	89	5 154 893	824 391	4 330 502	153	343 377	15,01
TERRITOIRE DE BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	142 461	12,17
ESSONNE	91	9 754 014	1 407 621	8 346 393	129	1 208 004	8,07

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2013
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SEINE-SAINT-DENIS	93	11 628 703	3 487 772	8 140 931	93	1 515 983	7,67
VAL-DE-MARNE	94	8 543 513	1 476 666	7 066 847	105	1 318 537	6,48
VAL-D'OISE	95	8 348 653	1 509 828	6 838 825	77	1 168 892	7,14
HAUTS-DE-SEINE	92	10 365 907	2 103 811	8 262 096	157	1 561 745	6,64
GUADELOUPE	971	227 363	96 137	131 226	7	401 554	0,57
MARTINIQUE	972	2 933 467	1 326 443	1 607 024	34	396 404	7,40
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
REUNION	974	3 209 605	977 755	2 231 850	21	816 364	3,93
TOTAL		912 860 450	226 085 231	686 775 219	16 368		

(*) Hors dotations Eparceca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales
En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions
de subvention ont été prises par les préfets.
A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions
à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2013
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	23 890 910	6 672 728	17 218 182	308	1 434 661	16,65
ILLE-ET-VILAINE	35	21 279 357	4 958 444	16 320 913	352	977 449	21,77
FINISTERE	29	20 817 800	6 007 009	14 810 791	317	893 914	23,29
PAS-DE-CALAIS	62	19 955 335	5 724 331	14 231 004	541	1 461 257	13,66
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	19 813 872	4 624 830	15 189 042	270	650 356	30,47
RHONE	69	18 988 157	6 450 728	12 537 429	270	1 708 671	11,11
DROME	26	18 846 425	7 652 503	11 193 922	269	482 984	39,02
ISERE	38	18 708 545	6 770 931	11 937 614	304	1 197 038	15,63
CHARENTE-MARITIME	17	18 701 494	2 244 714	16 456 780	407	616 607	30,33
ARDECHE	07	17 269 888	3 550 202	13 719 686	343	313 578	55,07
LOIRE	42	17 023 401	5 504 589	11 518 812	198	746 115	22,82
SEINE-MARITIME	76	16 834 584	3 668 445	13 166 139	295	1 250 120	13,47
MORBIHAN	56	16 147 523	3 881 846	12 265 677	296	716 182	22,55
MARNE	51	15 700 539	7 717 291	7 983 248	120	566 145	27,73
NORD	59	15 575 066	6 060 854	9 514 212	294	2 571 940	6,06
DORDOGNE	24	15 477 726	2 719 639	12 758 087	331	412 082	37,56
LANDES	40	14 888 222	4 552 699	10 335 523	261	379 341	39,25
AIN	01	14 675 075	2 436 478	12 238 597	389	588 853	24,92
INDRE-ET-LOIRE	37	13 849 387	3 230 722	10 618 665	192	588 420	23,54
SEINE-ET-MARNE	77	12 951 032	2 418 382	10 532 650	220	1 313 414	9,86
YVELINES	78	12 496 731	2 310 779	10 185 952	150	1 407 560	8,88
COTES-D'ARMOR	22	12 333 546	2 813 131	9 520 415	256	587 519	20,99
BOUCHES-DU-RHONE	13	12 096 757	5 283 259	6 813 498	126	1 967 299	6,15
HAUTE-SAVOIE	74	11 801 259	3 076 409	8 724 850	172	725 794	16,26
SEINE-SAINT-DENIS	93	11 628 703	3 487 772	8 140 931	93	1 515 983	7,67
LOT-ET-GARONNE	47	11 587 012	2 460 513	9 126 499	205	329 697	35,14
VAR	83	11 380 586	4 084 938	7 295 648	138	1 007 303	11,30

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2013
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	11 273 580	3 796 010	7 477 570	142	731 019	15,42
SAVOIE	73	11 215 254	3 195 445	8 019 809	123	411 007	27,29
LOIRET	45	10 848 799	2 762 254	8 086 545	126	653 510	16,60
MOSELLE	57	10 740 450	3 028 843	7 711 607	122	1 044 898	10,28
EURE	27	10 735 284	1 594 604	9 140 680	193	582 822	18,42
CALVADOS	14	10 614 841	1 918 481	8 696 360	198	680 908	15,59
VENDEE	85	10 498 787	1 673 728	8 825 059	210	626 411	16,76
HAUTS-DE-SEINE	92	10 365 907	2 103 811	8 262 096	157	1 561 745	6,64
CHARENTE	16	10 181 314	1 600 838	8 580 476	255	351 563	28,96
VIENNE	86	10 020 660	1 253 622	8 767 038	280	426 066	23,52
DOUBS	25	9 996 705	2 008 667	7 988 038	291	525 276	19,03
LOIR-ET-CHER	41	9 903 516	1 851 462	8 052 054	171	327 868	30,21
ESSONNE	91	9 754 014	1 407 621	8 346 393	129	1 208 004	8,07
HERAULT	34	9 540 678	1 257 362	8 283 316	151	1 031 974	9,25
CORREZE	19	9 492 053	2 066 845	7 425 208	178	243 352	39,01
DEUX-SEVRES	79	9 477 538	1 515 673	7 961 865	199	366 339	25,87
LOIRE-ATLANTIQUE	44	9 381 440	1 828 852	7 552 588	148	1 266 358	7,41
ORNE	61	9 101 946	1 114 432	7 987 514	304	292 210	31,15
VAUCLUSE	84	9 017 337	2 459 618	6 557 719	97	540 065	16,70
MAINE-ET-LOIRE	49	8 805 198	1 614 791	7 190 407	201	780 082	11,29
GARD	30	8 567 440	2 593 446	5 973 994	118	701 883	12,21
BAS-RHIN	67	8 546 356	2 574 134	5 972 222	179	1 094 439	7,81
VAL-DE-MARNE	94	8 543 513	1 476 666	7 066 847	105	1 318 537	6,48
HAUTE-VIENNE	87	8 471 457	1 694 484	6 776 973	169	374 849	22,60
ARDENNES	08	8 349 139	2 560 845	5 788 294	102	283 296	29,47
VAL-D'OISE	95	8 348 653	1 509 828	6 838 825	77	1 168 892	7,14

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT

TOUS TYPES D'OPERATION*

de 1992 à 2013

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-SAONE	70	8 329 617	2 087 914	6 241 703	187	239 194	34,82
JURA	39	8 102 909	1 674 258	6 428 651	190	261 277	31,01
CREUSE	23	8 080 168	1 667 960	6 412 208	145	123 584	65,38
ALPES-MARITIMES	06	7 981 823	3 284 881	4 696 942	92	1 079 100	7,40
HAUTE-MARNE	52	7 754 232	1 779 142	5 975 090	88	185 214	41,87
EURE-ET-LOIR	28	7 733 575	2 210 028	5 523 547	115	425 502	18,18
HAUTE-LOIRE	43	7 614 607	1 377 469	6 237 138	220	223 122	34,13
COTE-D'OR	21	7 465 982	1 801 763	5 664 219	161	524 144	14,24
HAUT-RHIN	68	7 453 019	1 111 805	6 341 214	162	748 614	9,96
INDRE	36	7 396 948	1 510 462	5 886 486	131	232 268	31,85
MANCHE	50	7 234 220	705 452	6 528 768	190	497 762	14,53
PUY-DE-DOME	63	6 921 347	2 323 935	4 597 412	148	629 416	11,00
AVEYRON	12	6 515 762	1 244 407	5 271 355	152	277 048	23,52
VOSGES	88	5 998 907	1 074 944	4 923 963	66	380 192	15,78
SAONE-ET-LOIRE	71	5 918 635	828 168	5 090 467	183	554 720	10,67
AISNE	02	5 778 093	1 067 915	4 710 178	117	539 870	10,70
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 753 994	1 114 988	4 639 006	136	445 890	12,90
CHER	18	5 631 031	1 014 860	4 616 171	93	311 022	18,10
SARTHE	72	5 546 599	491 649	5 054 950	162	561 050	9,89
YONNE	89	5 154 893	824 391	4 330 502	153	343 377	15,01
ARIEGE	9	5 127 479	1 975 616	3 151 863	80	151 117	33,93
MAYENNE	53	5 119 931	566 417	4 553 514	142	305 147	16,78
ALLIER	03	5 064 849	846 411	4 218 438	93	343 046	14,76
OISE	60	4 966 064	1 199 387	3 766 677	123	801 512	6,20
MEUSE	55	4 773 149	969 145	3 804 004	77	194 003	24,60
HAUTE-GARONNE	31	4 687 104	1 623 295	3 063 809	105	1 230 820	3,81
AUBE	10	4 687 035	1 646 986	3 040 049	62	303 298	15,45

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2013

(classement par montant de subvention)

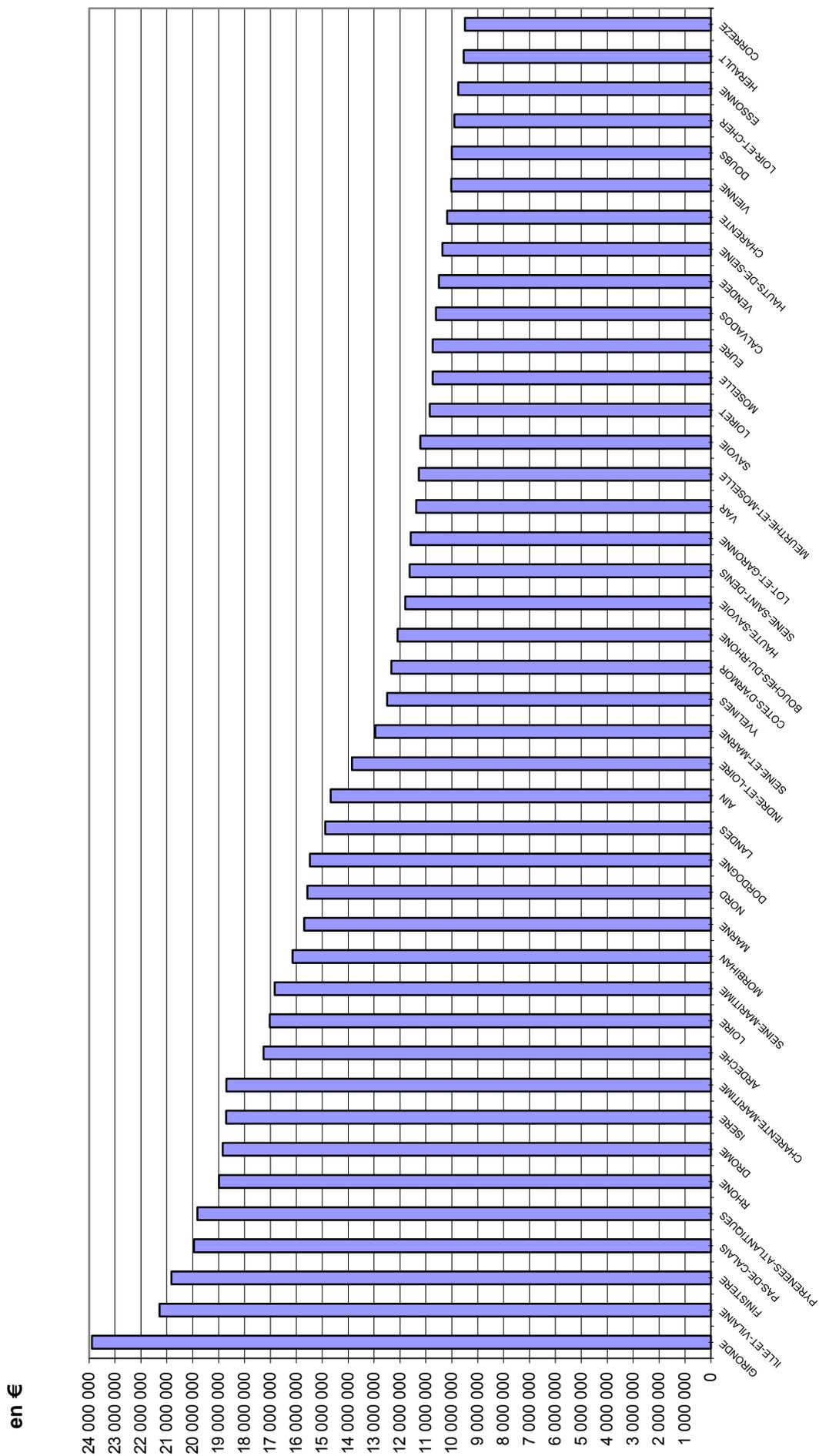
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUB/HAB
TARN	81	4 425 319	1 089 518	3 335 801	142	374 018	11,83
GERS	32	4 311 900	2 037 117	2 274 783	74	187 181	23,04
NIEVRE	58	4 218 500	906 703	3 311 797	115	220 199	19,16
AUDE	11	4 212 518	948 637	3 263 881	107	353 980	11,90
LOT	46	4 126 159	310 998	3 815 161	101	173 562	23,77
HAUTES-PYRENEES	65	4 025 586	725 247	3 300 339	63	229 670	17,53
CANTAL	15	3 792 375	688 037	3 104 338	169	148 380	25,56
REUNION	974	3 209 605	977 755	2 231 850	21	816 364	3,93
MARTINIQUE	972	2 933 467	1 326 443	1 607 024	34	396 404	7,40
HAUTES-ALPES	05	2 907 158	1 122 360	1 784 798	64	135 836	21,40
TARN-ET-GARONNE	82	2 858 945	749 977	2 108 968	76	239 291	11,95
ALPES-DE-HAUTE-PROVENC	04	2 203 622	629 790	1 573 832	89	159 450	13,82
SOMME	80	2 054 204	473 402	1 580 802	59	569 775	3,61
LOZERE	48	1 983 804	377 720	1 606 084	42	77 163	25,71
HAUTE-CORSE	2B	1 848 383	972 817	875 566	22	164 344	11,25
TERRITOIRE DE BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	142 461	12,17
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
CORSE DU SUD	2A	496 399	432 302	64 097	7	141 330	3,51
GUADELOUPE	971	227 363	96 137	131 226	7	401 554	0,57
TOTAL		912 860 450	226 085 231	686 775 219	16 368		

() Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales*

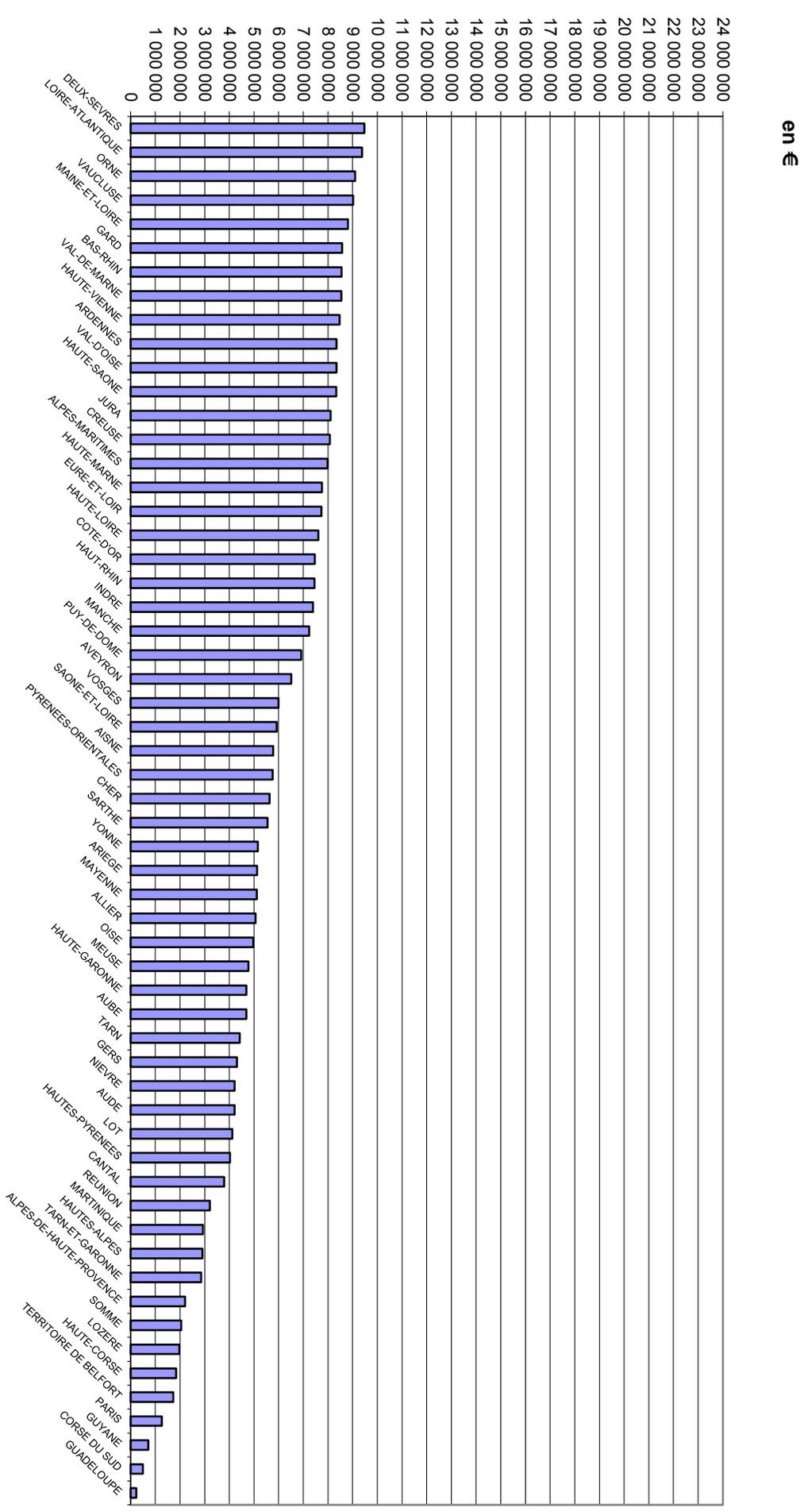
En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2013
(en euros)**



**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2013
(en euros)**



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	8 080 168	1 667 960	6 412 208	145	123 584	65,38
ARDECHE	07	17 269 888	3 550 202	13 719 686	343	313 578	55,07
HAUTE-MARNE	52	7 754 232	1 779 142	5 975 090	88	185 214	41,87
LANDES	40	14 888 222	4 552 699	10 335 523	261	379 341	39,25
DROME	26	18 846 425	7 652 503	11 193 922	269	482 984	39,02
CORREZE	19	9 492 053	2 066 845	7 425 208	178	243 352	39,01
DORDOGNE	24	15 477 726	2 719 639	12 758 087	331	412 082	37,56
LOT-ET-GARONNE	47	11 587 012	2 460 513	9 126 499	205	329 697	35,14
HAUTE-SAONE	70	8 329 617	2 087 914	6 241 703	187	239 194	34,82
HAUTE-LOIRE	43	7 614 607	1 377 469	6 237 138	220	223 122	34,13
ARIEGE	9	5 127 479	1 975 616	3 151 863	80	151 117	33,93
INDRE	36	7 396 948	1 510 462	5 886 486	131	232 268	31,85
ORNE	61	9 101 946	1 114 432	7 987 514	304	292 210	31,15
JURA	39	8 102 909	1 674 258	6 428 651	190	261 277	31,01
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	19 813 872	4 624 830	15 189 042	270	650 356	30,47
CHARENTE-MARITIME	17	18 701 494	2 244 714	16 456 780	407	616 607	30,33
LOIR-ET-CHER	41	9 903 516	1 851 462	8 052 054	171	327 868	30,21
ARDENNES	08	8 349 139	2 560 845	5 788 294	102	283 296	29,47
CHARENTE	16	10 181 314	1 600 838	8 580 476	255	351 563	28,96
MARNE	51	15 700 539	7 717 291	7 983 248	120	566 145	27,73
SAVOIE	73	11 215 254	3 195 445	8 019 809	123	411 007	27,29
DEUX-SEVRES	79	9 477 538	1 515 673	7 961 865	199	366 339	25,87
LOZERE	48	1 983 804	377 720	1 606 084	42	77 163	25,71
CANTAL	15	3 792 375	688 037	3 104 338	169	148 380	25,56
AIN	01	14 675 075	2 436 478	12 238 597	389	588 853	24,92
MEUSE	55	4 773 149	969 145	3 804 004	77	194 003	24,60
LOT	46	4 126 159	310 998	3 815 161	101	173 562	23,77

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
INDRE-ET-LOIRE	37	13 849 387	3 230 722	10 618 665	192	588 420	23,54
VIENNE	86	10 020 660	1 253 622	8 767 038	280	426 066	23,52
AVEYRON	12	6 515 762	1 244 407	5 271 355	152	277 048	23,52
FINISTERE	29	20 817 800	6 007 009	14 810 791	317	893 914	23,29
GERS	32	4 311 900	2 037 117	2 274 783	74	187 181	23,04
LOIRE	42	17 023 401	5 504 589	11 518 812	198	746 115	22,82
HAUTE-VIENNE	87	8 471 457	1 694 484	6 776 973	169	374 849	22,60
MORBIHAN	56	16 147 523	3 881 846	12 265 677	296	716 182	22,55
ILE-ET-VILAINE	35	21 279 357	4 958 444	16 320 913	352	977 449	21,77
HAUTES-ALPES	05	2 907 158	1 122 360	1 784 798	64	135 836	21,40
COTES-D'ARMOR	22	12 333 546	2 813 131	9 520 415	256	587 519	20,99
NIEVRE	58	4 218 500	906 703	3 311 797	115	220 199	19,16
DOUBS	25	9 996 705	2 008 667	7 988 038	291	525 276	19,03
EURE	27	10 735 284	1 594 604	9 140 680	193	582 822	18,42
EURE-ET-LOIR	28	7 733 575	2 210 028	5 523 547	115	425 502	18,18
CHER	18	5 631 031	1 014 860	4 616 171	93	311 022	18,10
HAUTES-PYRENEES	65	4 025 586	725 247	3 300 339	63	229 670	17,53
MAYENNE	53	5 119 931	566 417	4 553 514	142	305 147	16,78
VENDEE	85	10 498 787	1 673 728	8 825 059	210	626 411	16,76
VAUCLUSE	84	9 017 337	2 459 618	6 557 719	97	540 065	16,70
GIRONDE	33	23 890 910	6 672 728	17 218 182	308	1 434 661	16,65
LOIRET	45	10 848 799	2 762 254	8 086 545	126	653 510	16,60
HAUTE-SAVOIE	74	11 801 259	3 076 409	8 724 850	172	725 794	16,26
VOSGES	88	5 998 907	1 074 944	4 923 963	66	380 192	15,78
ISERE	38	18 708 545	6 770 931	11 937 614	304	1 197 038	15,63
CALVADOS	14	10 614 841	1 918 481	8 696 360	198	680 908	15,59

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AUBE	10	4 687 035	1 646 986	3 040 049	62	303 298	15,45
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	11 273 580	3 796 010	7 477 570	142	731 019	15,42
YONNE	89	5 154 893	824 391	4 330 502	153	343 377	15,01
ALLIER	03	5 064 849	846 411	4 218 438	93	343 046	14,76
MANCHE	50	7 234 220	705 452	6 528 768	190	497 762	14,53
COTE-D'OR	21	7 465 982	1 801 763	5 664 219	161	524 144	14,24
ALPES-DE-HAUTE-PROVENC	04	2 203 622	629 790	1 573 832	89	159 450	13,82
PAS-DE-CALAIS	62	19 955 335	5 724 331	14 231 004	541	1 461 257	13,66
SEINE-MARITIME	76	16 834 584	3 668 445	13 166 139	295	1 250 120	13,47
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 753 994	1 114 988	4 639 006	136	445 890	12,90
GARD	30	8 567 440	2 593 446	5 973 994	118	701 883	12,21
TERRITOIRE DE BELFORT	90	1 733 556	763 938	969 618	31	142 461	12,17
TARN-ET-GARONNE	82	2 858 945	749 977	2 108 968	76	239 291	11,95
AUDE	11	4 212 518	948 637	3 263 881	107	353 980	11,90
TARN	81	4 425 319	1 089 518	3 335 801	142	374 018	11,83
VAR	83	11 380 586	4 084 938	7 295 648	138	1 007 303	11,30
MAINE-ET-LOIRE	49	8 805 198	1 614 791	7 190 407	201	780 082	11,29
HAUTE-CORSE	2B	1 848 383	972 817	875 566	22	164 344	11,25
RHONE	69	18 988 157	6 450 728	12 537 429	270	1 708 671	11,11
PUY-DE-DOME	63	6 921 347	2 323 935	4 597 412	148	629 416	11,00
AISNE	02	5 778 093	1 067 915	4 710 178	117	539 870	10,70
SAONE-ET-LOIRE	71	5 918 635	828 168	5 090 467	183	554 720	10,67
MOSELLE	57	10 740 450	3 028 843	7 711 607	122	1 044 898	10,28
HAUT-RHIN	68	7 453 019	1 111 805	6 341 214	162	748 614	9,96
SARTHE	72	5 546 599	491 649	5 054 950	162	561 050	9,89
SEINE-ET-MARNE	77	12 951 032	2 418 382	10 532 650	220	1 313 414	9,86
HERAULT	34	9 540 678	1 257 362	8 283 316	151	1 031 974	9,25

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2013

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUB/HAB
YVELINES	78	12 496 731	2 310 779	10 185 952	150	1 407 560	8,88
ESSONNE	91	9 754 014	1 407 621	8 346 393	129	1 208 004	8,07
BAS-RHIN	67	8 546 356	2 574 134	5 972 222	179	1 094 439	7,81
SEINE-SAINT-DENIS	93	11 628 703	3 487 772	8 140 931	93	1 515 983	7,67
LOIRE-ATLANTIQUE	44	9 381 440	1 828 852	7 552 588	148	1 266 358	7,41
MARTINIQUE	972	2 933 467	1 326 443	1 607 024	34	396 404	7,40
ALPES-MARITIMES	06	7 981 823	3 284 881	4 696 942	92	1 079 100	7,40
VAL-D'OISE	95	8 348 653	1 509 828	6 838 825	77	1 168 892	7,14
HAUTS-DE-SEINE	92	10 365 907	2 103 811	8 262 096	157	1 561 745	6,64
VAL-DE-MARNE	94	8 543 513	1 476 666	7 066 847	105	1 318 537	6,48
OISE	60	4 966 064	1 199 387	3 766 677	123	801 512	6,20
BOUCHES-DU-RHONE	13	12 096 757	5 283 259	6 813 498	126	1 967 299	6,15
NORD	59	15 575 066	6 060 854	9 514 212	294	2 571 940	6,06
REUNION	974	3 209 605	977 755	2 231 850	21	816 364	3,93
HAUTE-GARONNE	31	4 687 104	1 623 295	3 063 809	105	1 230 820	3,81
SOMME	80	2 054 204	473 402	1 580 802	59	569 775	3,61
CORSE DU SUD	2A	496 399	432 302	64 097	7	141 330	3,51
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
GUADELOUPE	971	227 363	96 137	131 226	7	401 554	0,57
TOTAL		912 860 450	226 085 231	686 775 219	16 368		

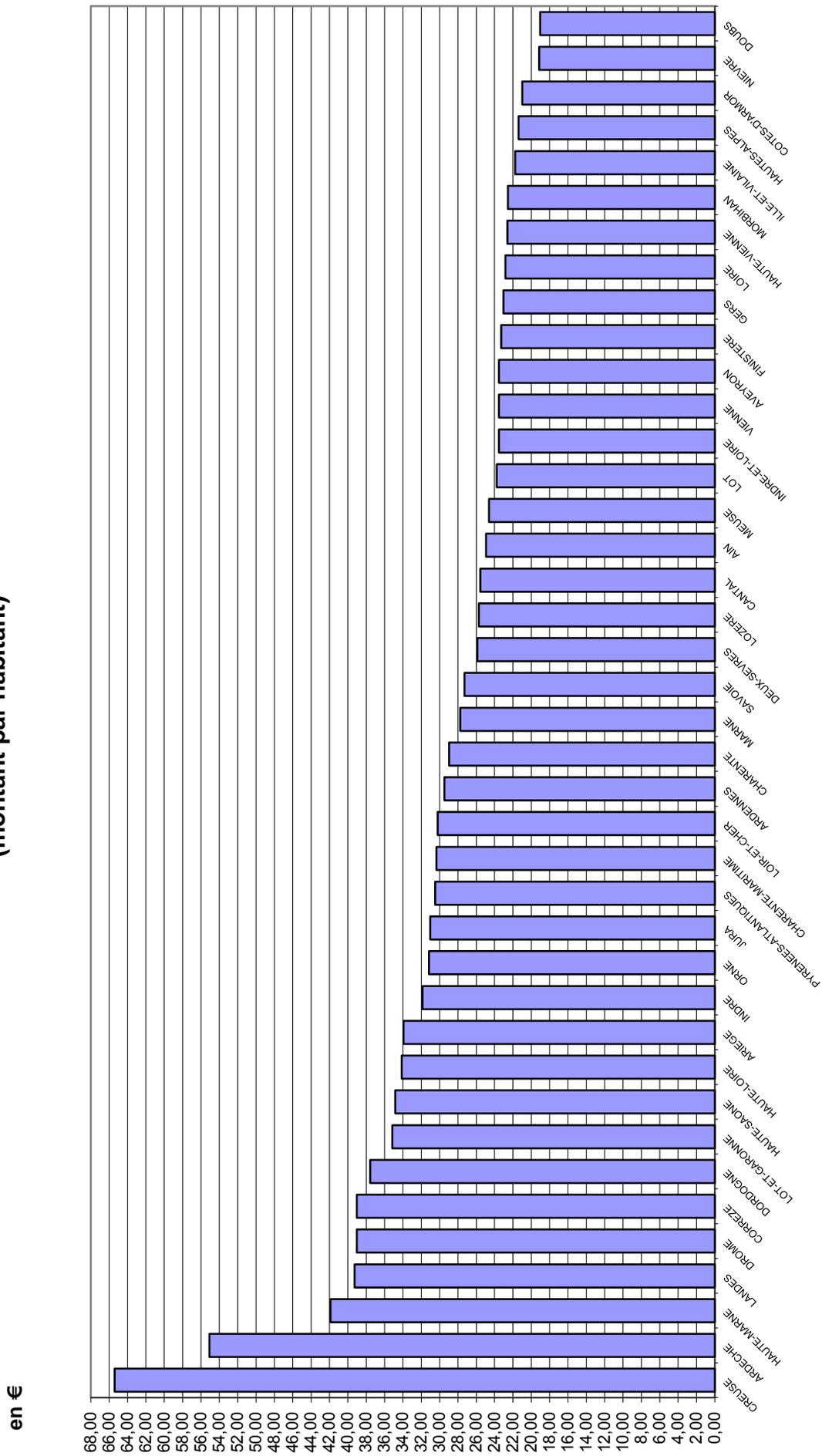
(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

Subventions FISAC par département de 1992 à 2013

(montant par habitant)



**Subvention FISAC
par département de 1992 à 2013
(montant par habitant)**

en €

